





#2 - COUP DE FEU EN CUISINE : GÉRER LES RISQUES CLIMATIQUES



- **Plat de résilience : culture du risque et outils opérationnels pour agir**
avec Léna Valéanu, Doctorante Cifre-chargée d'études résilience, Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT)
- **Prévoir et indemniser : un régime qui assure !**
avec Michaël Gonzva, Chargé de mission prévention, Direction des Réassurances, Conseil & Modélisation, Département Conseil en prévention & Fonds publics, Caisse Centrale de Réassurance (CCR)

ACTUALITÉS

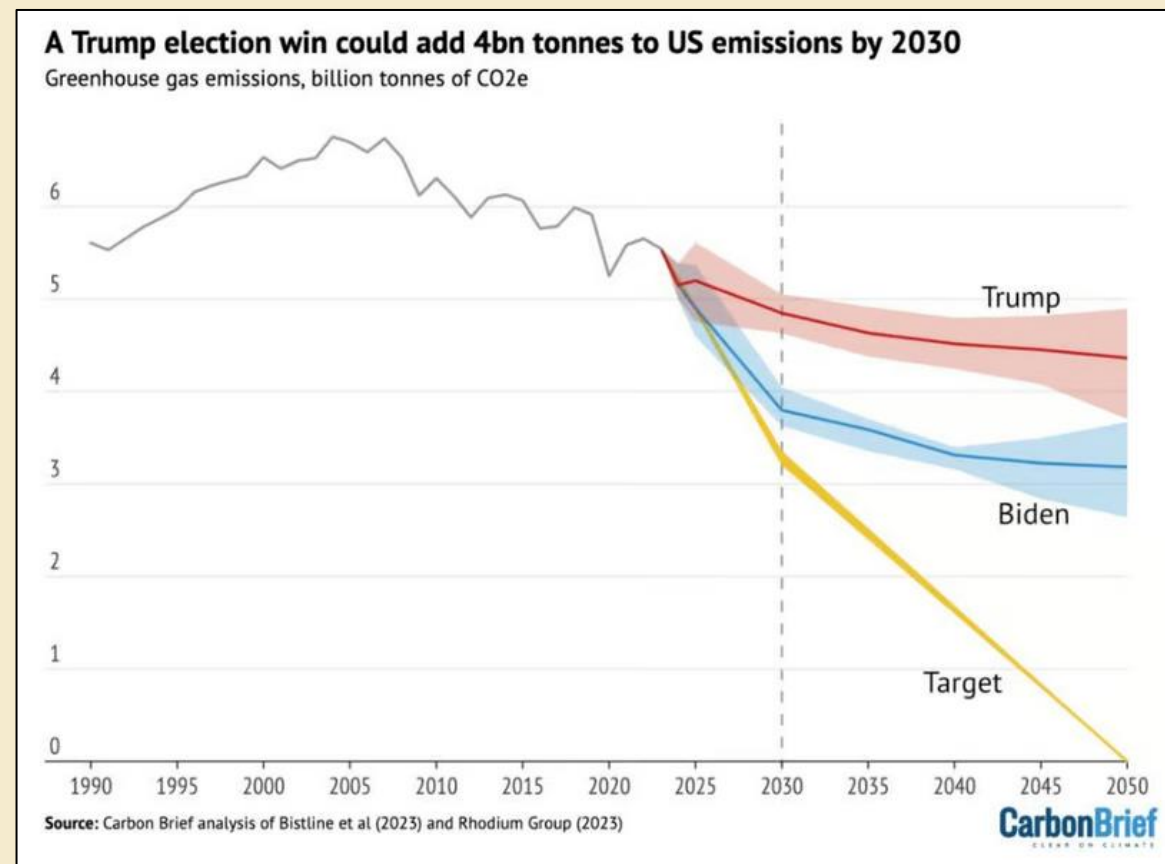
Élection de Donald Trump

Mauvaise nouvelle pour les négociations climatiques, à quelques jours du début de la COP29.

Les États-Unis sont le premier contributeur historique au changement climatique.

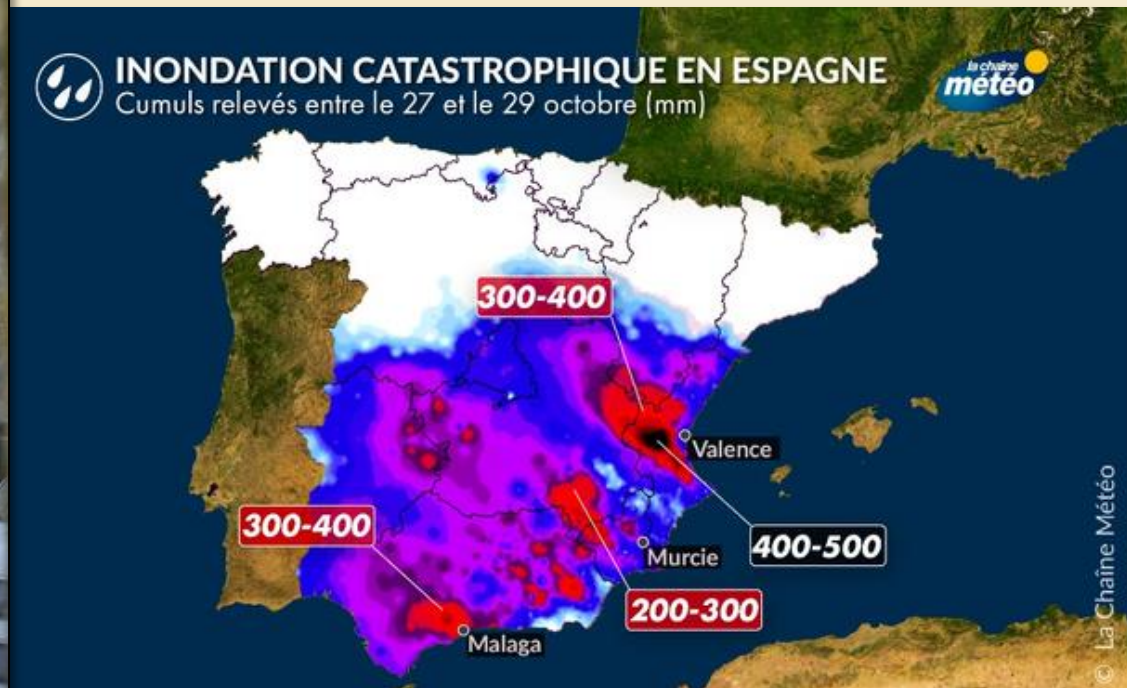
En mars 2024, Carbon Brief estimait que l'élection de Trump pourrait ajouter 4 milliards d'émissions en plus aux États-Unis d'ici 2030.

Le mot "climate" n'apparaît pas dans son programme de 16 pages. Le mot environnement non plus. Son programme pourrait être résumé par son slogan : *Drill baby drill*. Trump compte redevenir le plus grand producteur d'énergies fossiles au monde



ACTUALITÉS

- INTENSIFICATION DES CATASTROPHES NATURELLES



Sécheresse, inondations... ces événements climatiques gagnent en intensité



LesEchos

Se connecter

tion US Idées Économie Politique Entreprises Finance - Marchés Bourse Monde Tech-Médias Start-up Régions Patrimoine Travailler mieux

DÉCRYPTAGE

Les inondations historiques en Espagne fragilisent l'assurance des catastrophes naturelles

Des trombes d'eau d'une violence inédite ont ravagé la région de Valence, causant des dizaines de morts. Le bilan sera très lourd pour les assureurs espagnols, qui réclament une refonte du système d'indemnisation.

[CCR](#) > [Accueil](#) > [Kiosque](#) > [Actualités](#) > [Détail d'une actualité](#)

CCR estime le coût des inondations survenues les 17 et 18 octobre dans plusieurs régions de France entre 350 M€ et 420 M€

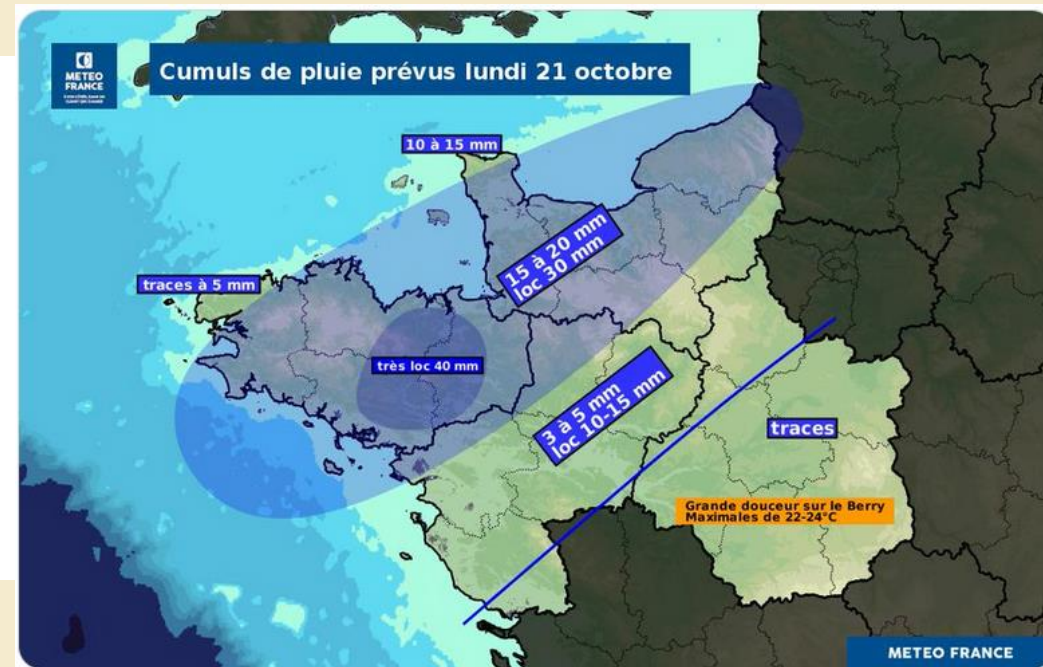
Inondations d'octobre : l'état de catastrophe naturelle reconnu pour 375 communes

Ces communes se trouvent dans onze départements différents. Ce texte, publié au « Journal officiel », ouvre la voie aux indemnisations des assurances.

Le Monde avec AFP
Publié aujourd'hui à 09h22

L'Ille-et-Vilaine en vigilance jaune pour risque de crues, de fortes pluies attendues

Météo France a placé l'Ille-et-Vilaine en vigilance jaune pour risque de crues. Les cours d'eau de l'Ille et l'Illet pourraient déborder avec de nouvelles averses en fin de journée ce dimanche 20 et lundi 21 octobre. 40 millimètres de pluies sont attendus par endroit.



Accueil > Bretagne > Ille-et-Vilaine



Réservé
aux abonnés

Maisons fissurées : le long combat de cette commune bretonne pour être reconnue et indemnisée

Pont-Péan, en Ille-et-Vilaine est la commune bretonne la plus touchée par le phénomène de retrait-gonflement des argiles. Elle lutte en justice pour obtenir des réparations de l'État.

AGENDA : Webinaire "Mon territoire sous +4°C", comment lire notre nouvelle infographie interactive ?



A quoi ressemblera le climat de mon territoire dans le futur ? Combien de nuits tropicales ?
Quelle évolution des précipitations extrêmes, des sécheresses ou du risque d'incendies ?

A l'occasion de ce café Data, Élisabeth Colnard, chargée de mission Data à l'OEB, vous présente la nouvelle infographie interactive de l'OEB « Mon territoire sous +4°C », coconstruite avec les collectivités bretonnes.

[Je me connecte au webinaire](#) le mardi 12 novembre à 13h30 >>



<https://bretagne-environnement.fr/cafe-data/mon-territoire-sous-4degc-comment-lire-notre-nouvelle-infographie-interactive>

Rapport final

ADAPTER LE SYSTEME ASSURANTIEL FRANCAIS FACE A L'EVOLUTION DES RISQUES CLIMATIQUES

*Un cadre d'action pour préserver le régime de mutualisation des
risques climatiques et accélérer la contribution de l'assurance aux
efforts d'adaptation et de décarbonation de l'économie française*

Thierry LANGRENEY, Président des Ateliers du Futur
Gonéri LE COZANNET, Ingénieur au BRGM, co-auteur du 6^{ème} rapport du GIEC
Myriam MERAD, Directrice de recherche CNRS, Université Paris Dauphine-PSL

Décembre 2023

- **RAPPORT "ADAPTER LE SYSTÈME ASSURANTIEL FRANÇAIS FACE À L'ÉVOLUTION DES RISQUES CLIMATIQUES",
LE 2 AVRIL 2024**

<https://www.brgm.fr/sites/default/files/documents/2024-06/actualite-mission-assurance-climat-rapport-final.pdf>

- **3 experts (issus du BRGM, CNRS et association environnementale « Ateliers du futur »), chargés d'élaborer des recommandations pour adapter le système assurantiel français face à l'évolution des risques climatiques. Rapport remis à Bruno le Maire et Christophe Béchu**
- **Contributions de 150 personnes** représentant une soixantaine d'organisations professionnelles et de la société civile, du secteur assurantiel, de la recherche et des sciences du climat
- Le coût des dommages liés principalement au climat pourrait, augmenter de l'ordre **de 50 % à horizon 2050**
- Travaux qui constituent une **contribution importante à la finalisation de l'élaboration du pilier financier et assurantiel du PNACC 3.**
- **11 objectifs majeurs et 37 recommandations**

1. **Assurer le redressement du régime d'indemnisation** des catastrophes naturelles à court termes et **le pérenniser** à long terme
2. **Consolider les zones d'exposition majeure aux principaux risques climatiques** pour renforcer la responsabilisation
3. **Préserver la mutualisation des risques garantis par le régime « CatNat »** sur l'ensemble du territoire
4. **Protéger l'Etat et la CCR** face aux conséquences d'un évènement climatique extrême
5. Orienter les actions de prévention des assureurs par un **catalogue d'actions d'adaptation**
6. **Renforcer le financement de la prévention** des risques naturels majeurs, y compris le retrait-gonflement des argiles et anticiper le financement de l'adaptation côtière
7. **Investir pour développer la connaissance** des risques et les mesures de prévention appropriées
8. **Consolider une association nationale de prévention des risques naturels** avec la contribution des assureurs
9. Développer et accompagner l'investissement dans la **résilience du Bâti**
10. Aligner les (re) assureurs sur l'exigence de la directive CRD6 **d'un plan de transition de leurs portefeuilles d'investissement et d'assurance cohérent avec la trajectoire cible de l'accord de Paris à l'horizon 2030**
11. **Verdir les offres** d'assurance dommages

Préparer
la France
à +4°C

PRÉSENTATION DU PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



LA FRANCE
S'ADAPTE >
Vivre à +4°C

- **PNACC 3**

https://consultation-pnacc.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2024-10/Document_de_presentation_du_PNACC_3.pdf

Présenté le **25 octobre 2024**

Il vise à nous préparer à « **vivre dans une France à +4°C** » (à horizon 2100).

Il propose de rendre la prise en compte des enjeux d'adaptation systématique, dans toutes les politiques publiques : santé, économie, agriculture, biodiversité, éducation, travail, urbanisme, logement, transports, culture...

La TRACC repose sur le scénario tendanciel selon les données du GIEC ; qui prévoit en France hexagonale une hausse des températures moyennes par rapport à l'ère préindustrielle :

2024
+1,7°C

2030
+2°C

2050
+2,7°C

2100
+4°C

51 mesures pour apporter des solutions concrètes aux habitants, aux collectivités, au monde économique et au monde du vivant

1

Protéger
la population

2

Assurer
la résilience des
territoires, des
infrastructures et des
services essentiels

3

Adapter
les activités
humaines

4

Protéger
notre patrimoine
naturel et culturel

5

Mobiliser
les forces vives
de la nation

LES 14 MESURES PRINCIPALES DU PLAN

1. Renforcer le fonds **Barnier** pour mieux protéger la population.

Dès 2025, le fonds Barnier sera ainsi renforcé de 75 millions d'euros pour les mesures de prévention des collectivités

2. Une **assurance pour tous**, sur tout le territoire.

Inciter les assureurs à maintenir une offre assurantielle abordable et disponible, ne pas délaisser les zones les plus à risque

3. Une **cartographie nationale d'exposition** aux risques naturels.

Publiée d'ici 2027, ensemble des aléas climatiques et effets

4. Avec la Mission adaptation, un **guichet unique de l'adaptation**.

À partir de 2025, offre d'ingénierie pour accompagner les collectivités

5. Des **logements** confortables malgré la chaleur.

Évolution d'éléments de diagnostic, règles et programme de rénovation

6. Connaître la **vulnérabilité des usages de l'eau** à l'aune du changement climatique.

Vision claire des évolutions futures de l'approvisionnement en eau

7. Des **salariés** mieux protégés.

Assurer la sécurité des travailleurs en période de fortes chaleurs

8. Adaptation des **sites culturels et patrimoniaux majeurs**.

2025 : accompagnement d'un panel de sites pour étudier leur vulnérabilité et tester des solutions d'adaptation

9. Intégrer la **TRACC dans tous les documents de planification publique**.

Dans le SRADDET, le SRCAE, SAR, PCAET, SCoT, PLUI, (S(D)AGE)

10. « Une seule santé » pour **prévenir les risques sanitaires** liés au CC, assurer la résilience de notre système de santé

Etude sur les conséquences du CC sur notre système de santé, les moyens pour l'adapter et assurer la continuité de l'offre de soin

11. Adaptation au changement climatique des **transports**.

Pour les entreprises publiques majeures dans le secteur des transports, l'objectif est de finaliser les études de vulnérabilité des infrastructures et services en 2025.

12. Adaptation au changement climatique des **opérateurs** d'importance vitale.

Études de vulnérabilité progressivement obligatoires pour les grandes entreprises gérant des infrastructures de transport et d'énergie (2025), et pour les opérateurs d'importance vitale (2026)

13. L'adaptation du quotidien du travail des **agents publics**.

Adaptation des modalités de travail de la fonction publique d'État

14. Des **exploitations agricoles** plus résilientes.

Dès 2026 : diagnostic d'évaluation de la résilience d'une exploitation agricole (dont pourront bénéficier les agriculteurs)



Grande consultation publique

sur le Plan national d'adaptation
au changement climatique (PNACC)

<https://consultation-pnacc.ecologie.gouv.fr/>

Ni un référendum, ni un sondage d'opinion

Objectifs :

- **Informer les citoyen·ne·s** sur les enjeux de l'adaptation au changement climatique
- **Recueillir leurs souhaits sur les grandes orientations** de la politique d'adaptation au changement climatique afin de nourrir les réflexions sur la vision de long terme à adopter

#2 - COUP DE FEU EN CUISINE : GÉRER LES RISQUES CLIMATIQUES

• **Plat de résilience : culture du risque et outils opérationnels pour agir**
avec Léna Valéanu, Doctorante Cifre-chargée d'études résilience, Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT)

• **Prévoir et indemniser : un régime qui assure !**
avec Michaël Gonzva, Chargé de mission prévention, Direction des Réassurances, Conseil & Modélisation, Département Conseil en prévention & Fonds publics, Caisse Centrale de Réassurance (CCR)



« Plat de résilience : culture du risque et outils opérationnels pour agir »

Léna Valéanu, doctorante Cifre-chargée d'études
résilience à l'AFPCNT

ALEC Pays de Rennes - Webinaire n°2 - 7 novembre 2024

- Association de loi 1901
- 2001 : création de l'AFPCN → risques N
- 2022 : l'AFPCN devient AFPCNT → risques T
- Soutenue par le Ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques

Engagement Partenariat Expertise

Mission 1
Animation du réseau des acteurs du risque
Pilote : François GÉRARD

Mission 2
Actions d'animation scientifique (conseil scientifique)
Pilote : Myriam MERAD

Mission 3
Actions territoriales et inter-sectorielles
Pilote : Bernard GUÉZO

Mission 4
Actions européennes et internationales
Pilote : Christian DESPRÉS

* NOS CINQ PRIORITÉS

- 1 | Contribuer à faire du **13 octobre** un **rendez-vous national incontournable** en matière de prévention des risques naturels et technologiques
- 2 | Travailler sur la **résilience des territoires et des organisations**
- 3 | **Mobiliser et animer** le réseau ultramarin
- 4 | Favoriser la montée en **compétences des acteurs**
- 5 | Poursuivre les réflexions de fond et **développer les partenariats** nationaux et internationaux





Prévoir et indemniser : un régime qui assure !



Webinaire – ALEC Pays de Rennes

7 novembre 2024

Présentation de la CCR

CCR, réassureur public

- CCR est le réassureur public français intervenant sur différents risques ne pouvant être couverts par le marché de l'assurance seul .
- Les réassurances publiques couvrent notamment :



Les risques de catastrophes naturelles



Les risques d'attentats



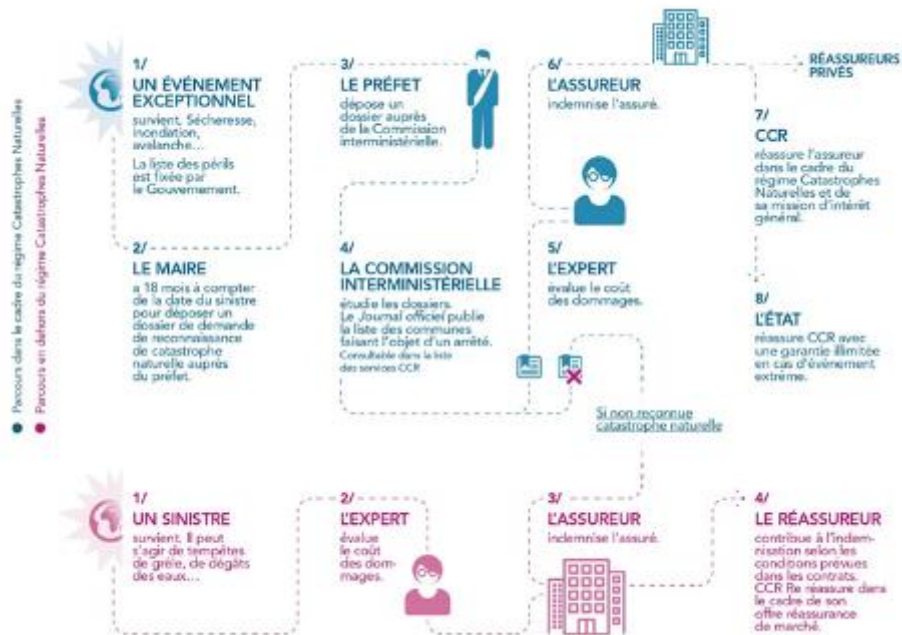
La Responsabilité Civile des Exploitants Nucléaires

- CCR assure pour le compte de l'État la gestion comptable, financière ou administrative de différents fonds publics, en lien avec l'assurance.
- CCR est aussi un outil à destination des pouvoirs publics pour analyser l'impact de changements envisagés sur les dispositifs d'assurance, d'indemnisation ou de prévention existants ou étudier de nouveaux dispositifs.

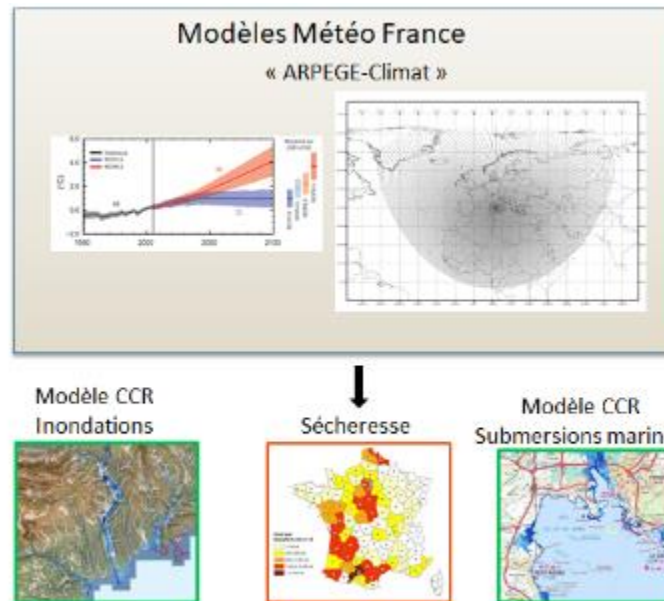
Les 3 piliers de CCR

L'activité de CCR se structure autour de trois piliers :

La réassurance publique



La modélisation



La prévention



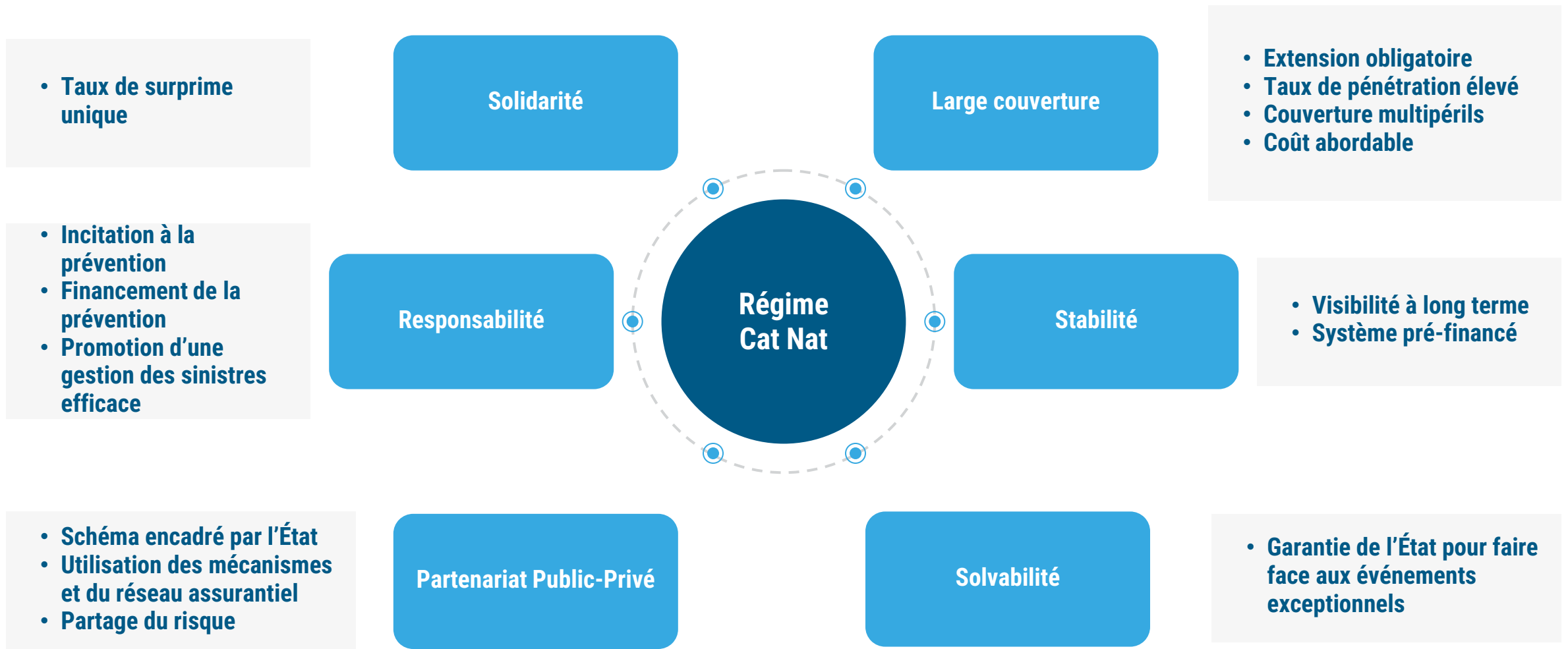
LA PRÉVENTION
DES CATASTROPHES NATURELLES
PAR LE FONDS DE PRÉVENTION
DES RISQUES NATURELS MAJEURS
BILAN 1995-2019 FRANCE

Présentation du régime « cat nat »

Le régime d'indemnisation des Catastrophes Naturelles

- Créé par la **Loi du 13 juillet 1982**
- Pour pallier une carence de couverture des risques naturels, par une extension de garantie obligatoire à tout contrat dommages aux biens (immobilier, auto-moto)
- Fondé sur le principe de **solidarité** inscrit dans le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 :
« La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales »

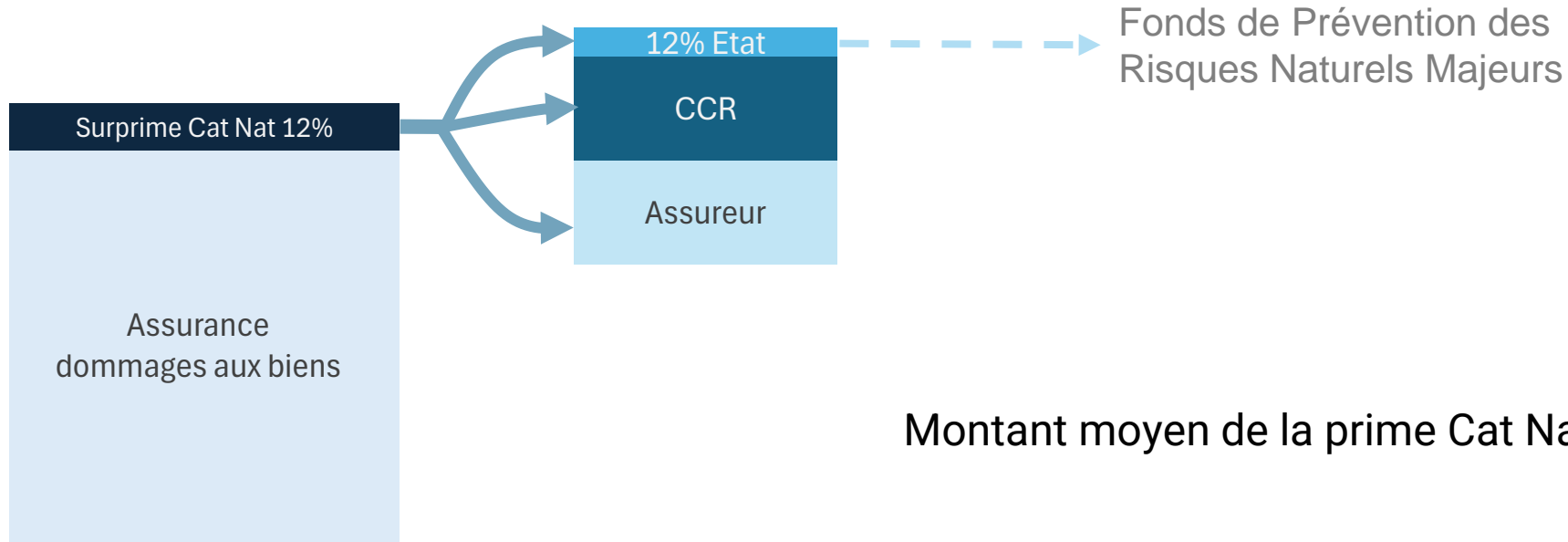
Les grands principes du régime Cat Nat



Les ressources du régime Cat Nat

Une couverture de tous les assurés via un taux de surprime unique

Pour les biens immobiliers :



Montant moyen de la prime Cat Nat ~ **25 €**/an/contrat

Montant total 2023 des primes Cat Nat : **2 Md€**

Quels sont les dommages couverts par le régime Cat Nat ?

Les « dommages matériels directs non assurables ayant eu pour **cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel**, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises. »



Inondations de toutes natures



Mouvements de sol dont sécheresse RGA



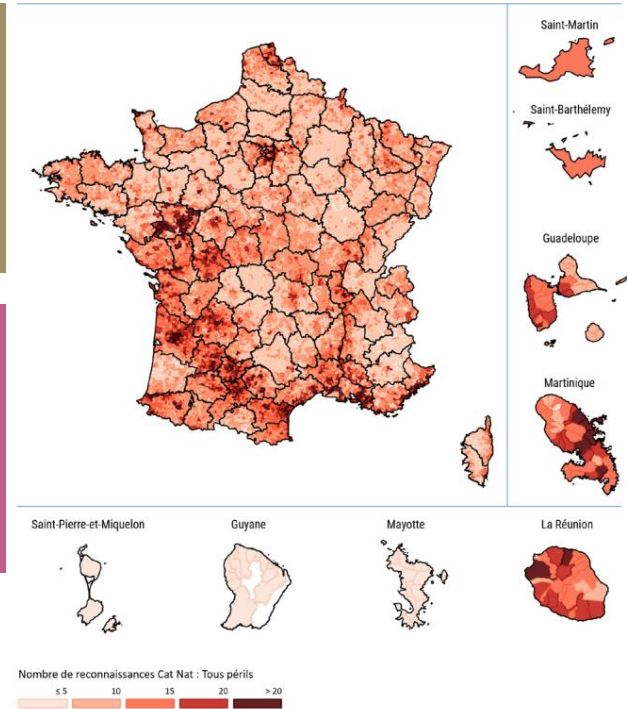
Cyclones et Tremblements de terre (DROM/COM)



Tremblements de terre



Avalanches



Ne sont pas inclus :

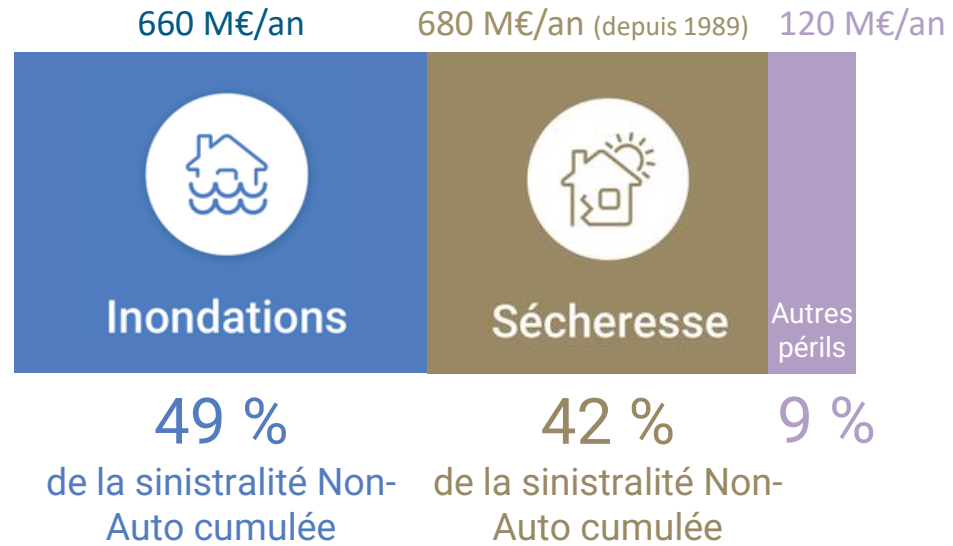
Tempêtes, Grêle et Neige

Recul du trait de côte

Les dépenses du régime Cat Nat

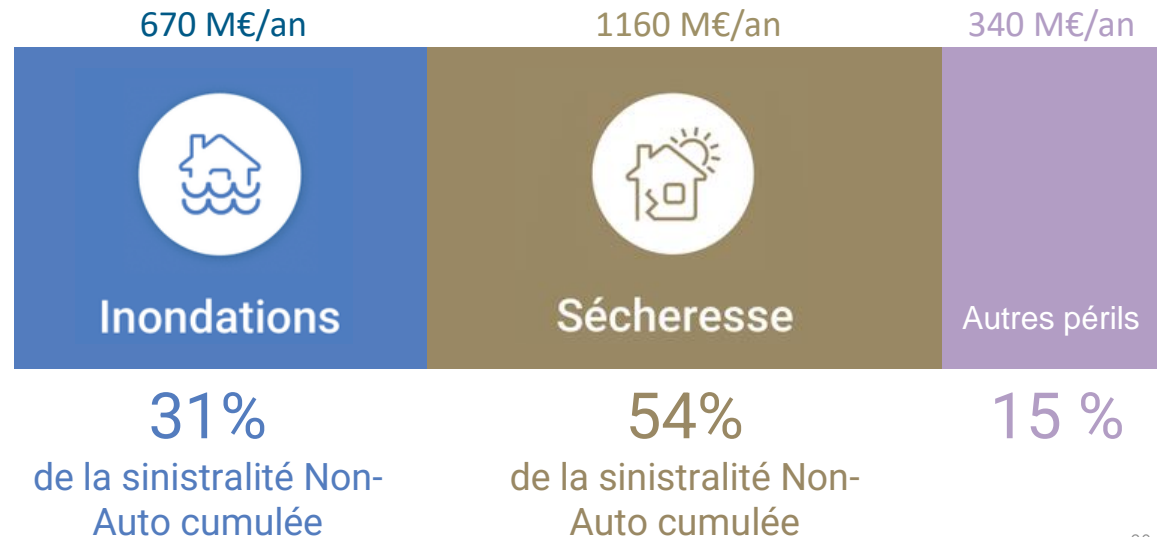
Depuis 1982

Coût moyen des catastrophes naturelles :
1,35 Md€/an



Sur les 10 dernières années

Coût moyen des catastrophes naturelles :
2,2 Md€/an

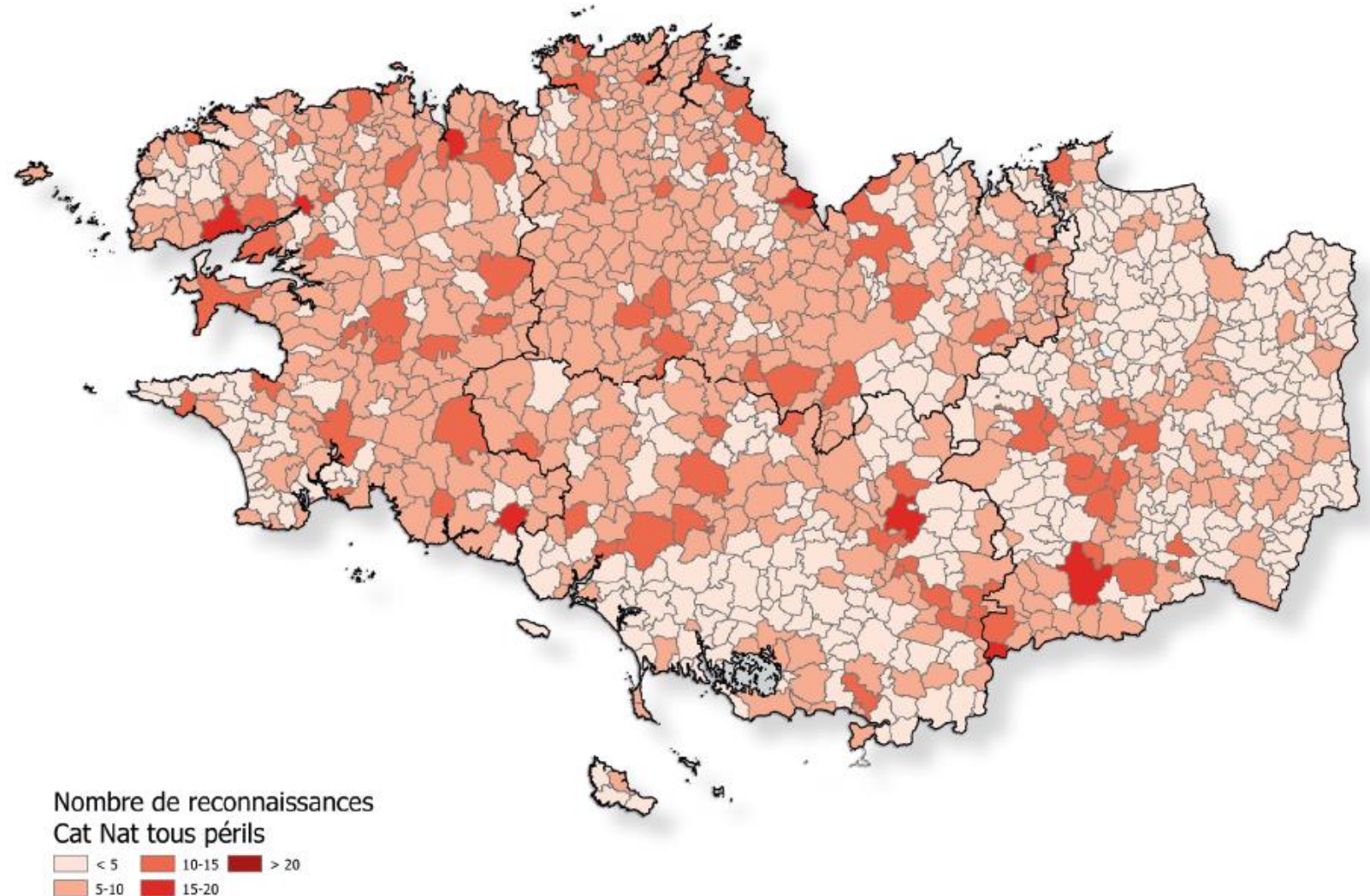


Région Bretagne

Exposition et vulnérabilité du territoire

Un territoire menacé dans son ensemble par les phénomènes naturels

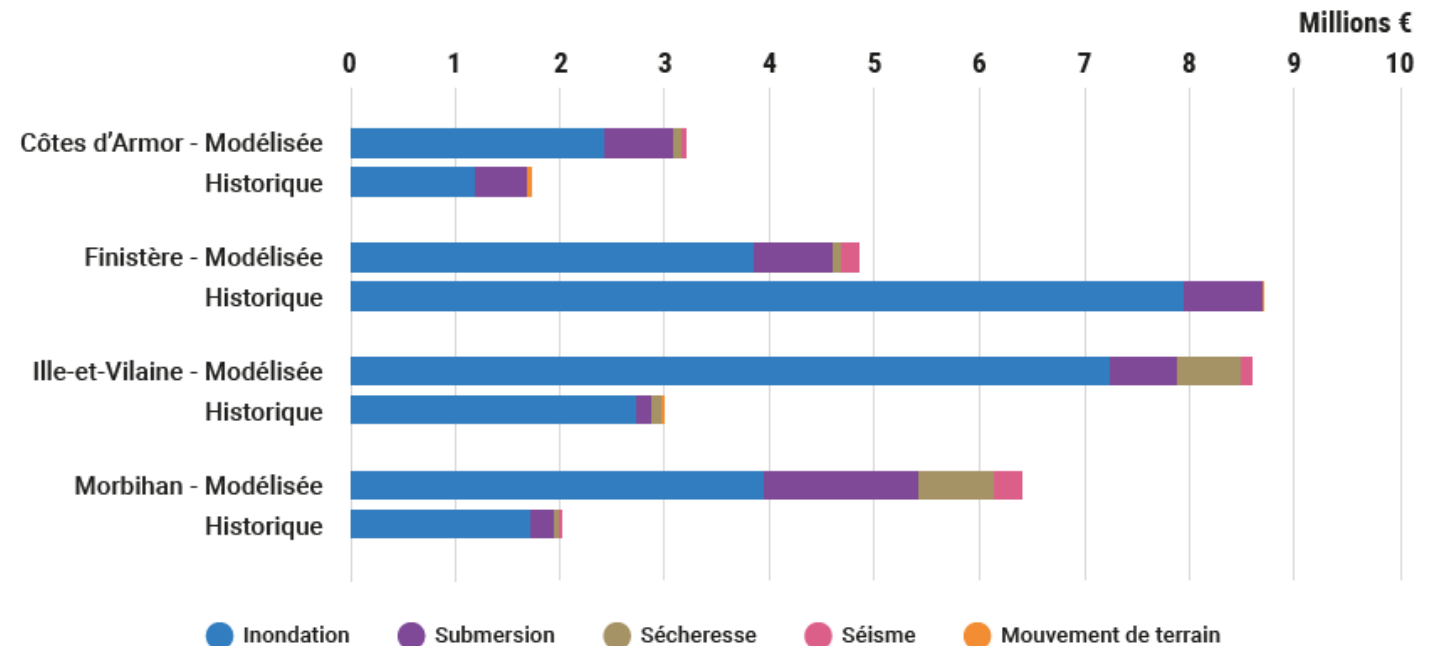
- Sur la période 1982-2021, 7 614 arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle ont concerné la région.
- Soit, en moyenne, chaque année, 190 reconnaissances concernant 141 communes.
- La **quasi-totalité des communes a été reconnue au moins une fois.**



A l'échelle départementale : des profils comparables

- Les 4 départements de la région présentent des niveaux d'exposition aux catastrophes naturelles comparables, avec un **montant annuel de dommages estimé par modélisation entre 3 M€ et 8,5 M€**
- Le **Morbihan** et l'**Ille-et-Vilaine** présentent une exposition significative aux **sécheresses**, et tous les départements sont peu exposés aux séismes.
- Les dommages enregistrés sur la période 1995-2019 **s'écartent sensiblement**, dans chacun des départements, des estimations des modèles.

Figure 7 : Sinistralité moyenne annuelle historique (1995-2019) et modélisée par département et par aléa

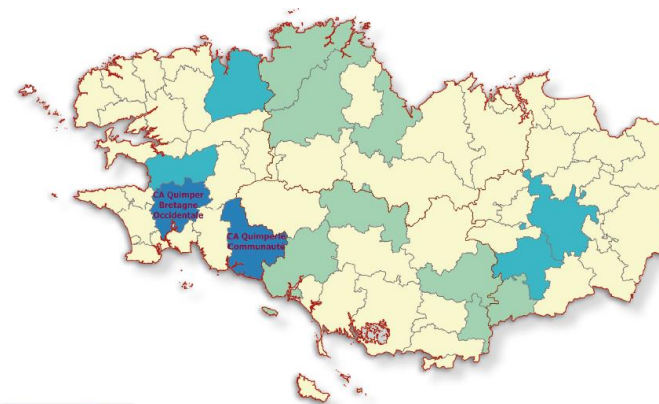
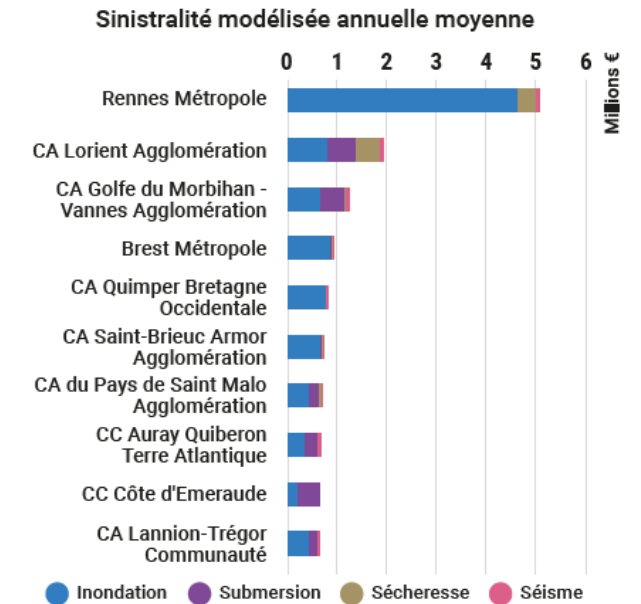
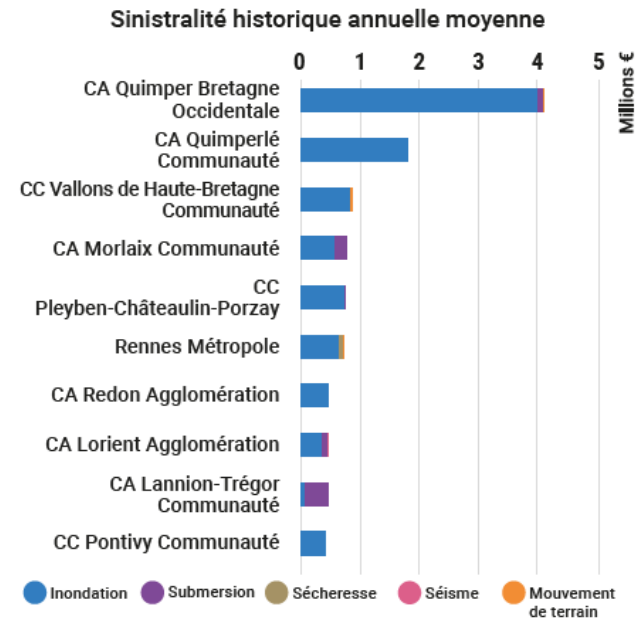


A l'échelle intercommunale : des enjeux fortement concentrés

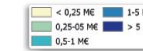
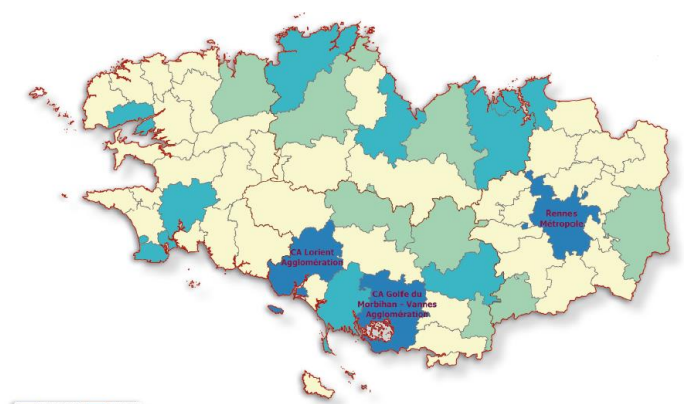
- Une petite proportion des EPCI concentre l'essentiel de la sinistralité : **les 5 EPCI les plus sinistrés sur la période 1995-2019 représentent 53 % de la sinistralité totale.**
- Les territoires touchés dans les 25 dernières années ne sont pas forcément ceux qui sont **statistiquement les plus exposés** :
 - cas de Rennes et Lorient,
 - cas de Quimper

Figure 9 : Liste des dix EPCI de la région présentant :

- le plus fort montant de dommages assurés annuels sur la période 1995-2019, par aléa (à gauche)
- le plus fort montant de sinistralité modélisée annuelle moyenne, aléas inondation, sécheresse, séisme (à droite)



Sur la carte, les EPCI sont circonscrits à la région



Sur la carte, les EPCI sont circonscrits à la région

Quels seront les territoires les plus exposés à l'horizon 2050 ?

A l'échelle départementale

- La hausse projetée du montant des dommages dépasse partout 80 % et atteint 130 % en Ille-et-Vilaine.
- Cette évolution devrait accentuer les écarts entre départements :
 - l'Ille-et-Vilaine connaîtrait une exposition 1,5 à 2 fois plus forte que le Morbihan et le Finistère,
 - et plus de trois fois plus forte que les Côtes d'Armor
- Les inondations et submersions marines demeureront les principales menaces dans chacun des départements, malgré une progression du poids de la sécheresse géotechnique.

Figure 12: Taux d'évolution par département de la sinistralité annuelle moyenne calculée à l'horizon 2050 par rapport à la sinistralité annuelle moyenne à climat actuel pour les aléas inondation, submersion marine et sécheresse

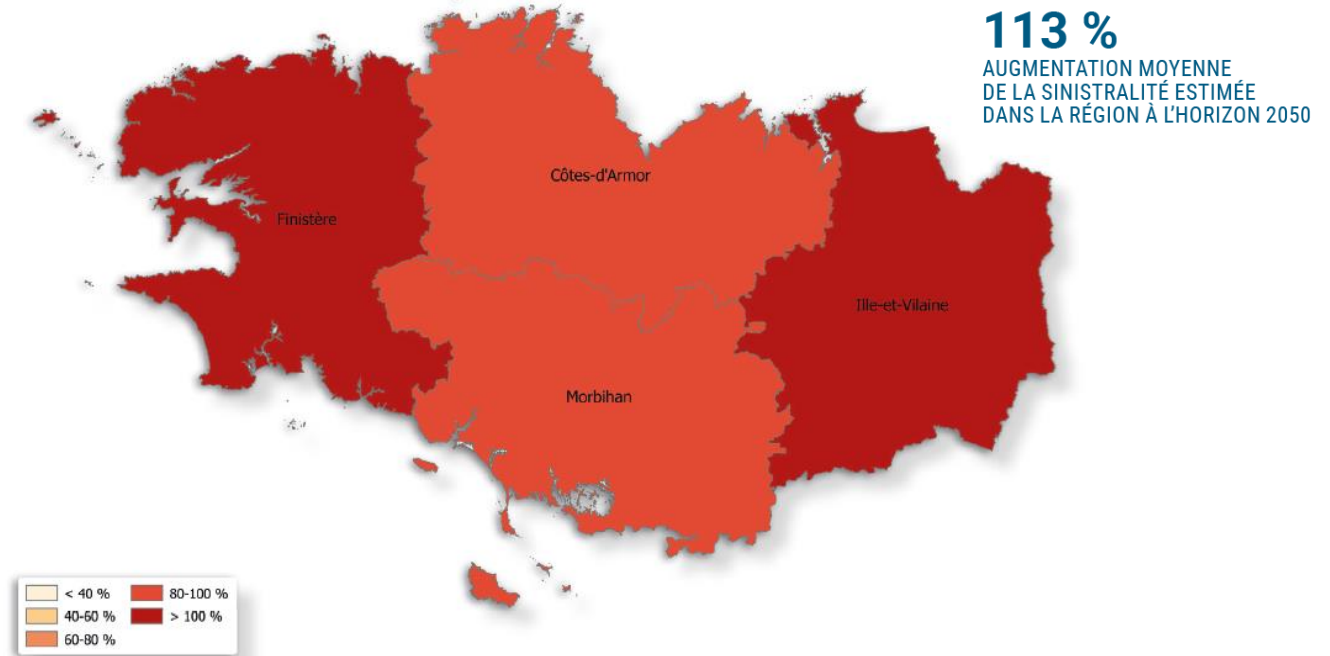
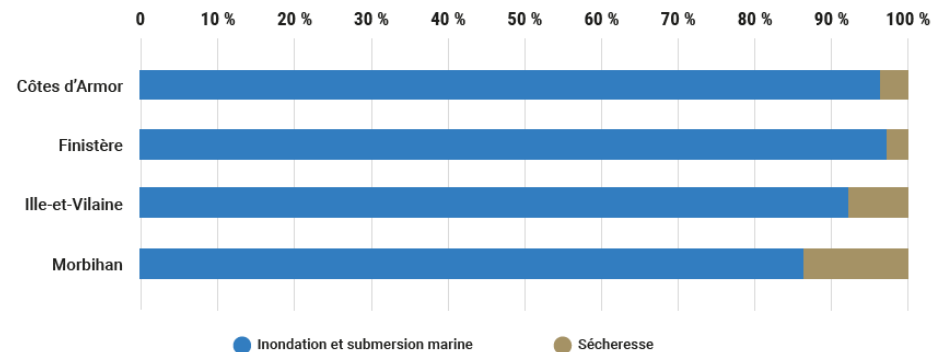


Figure 13: Part des inondations et des sécheresses par département dans la sinistralité modélisée annuelle moyenne à l'horizon 2050



Quels seront les territoires les plus exposés à l'horizon 2050 ?

Figure 15: Sinistralité modélisée annuelle inondation et submersion marine à l'horizon 2050 à l'échelle des EPCI de la région

A l'échelle des intercommunalités

- La liste des 10 EPCI les plus exposés à l'horizon 2050 est très comparable à celle des EPCI les plus exposés aujourd'hui, avec une seule différence notable : la hiérarchie entre intercommunalités.
- Mais, **Rennes et Lorient demeureront plus exposées que les autres EPCI.**

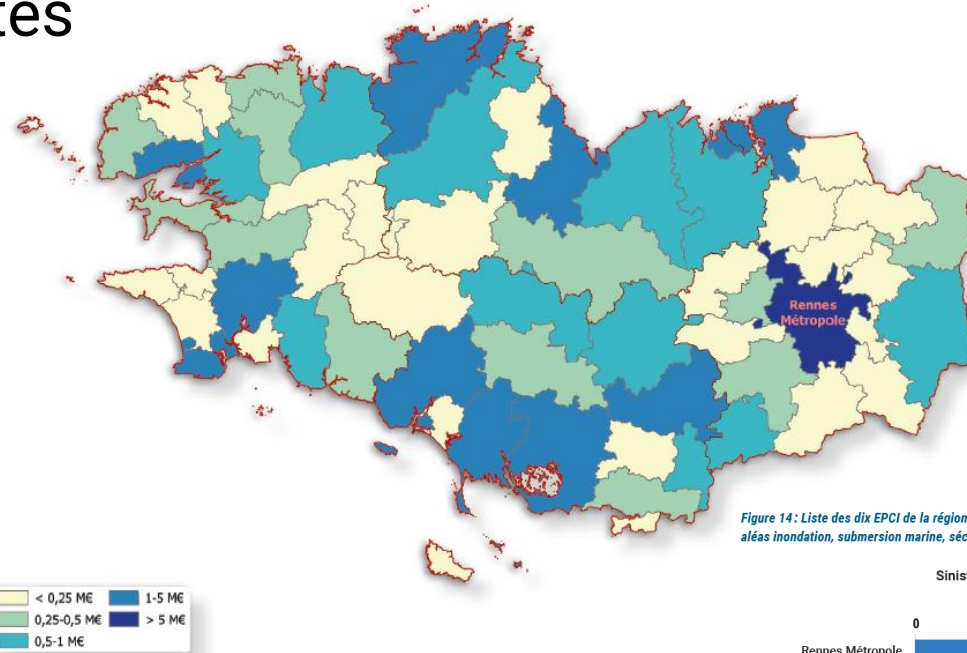
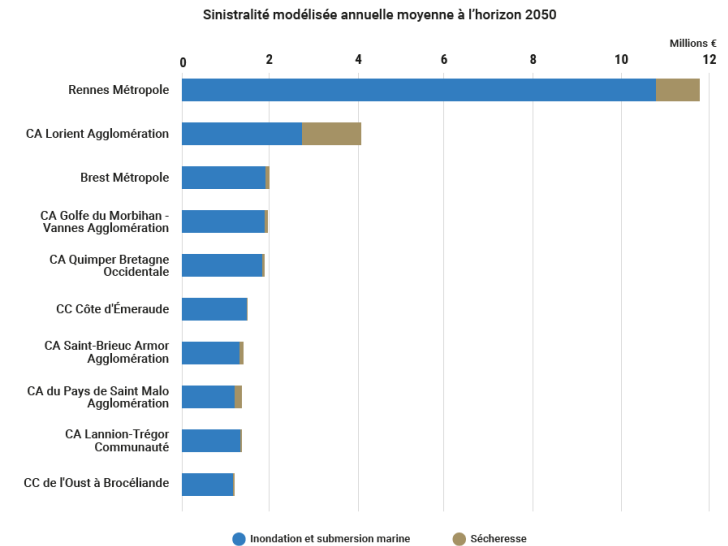


Figure 14: Liste des dix EPCI de la région présentant le plus fort montant de sinistralité modélisée annuelle moyenne à l'horizon 2050 – aléas inondation, submersion marine, sécheresse

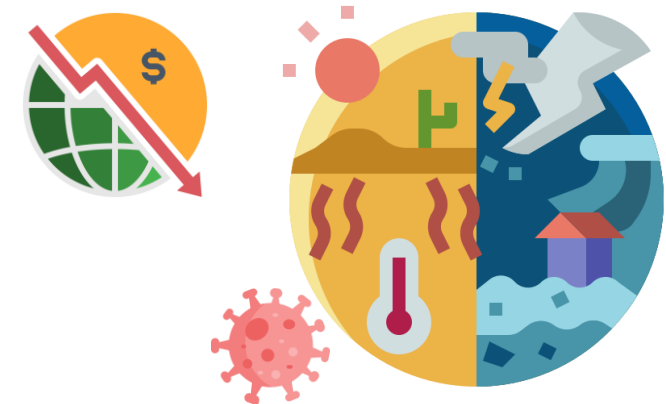


Le contexte des changements globaux générant des risques nouveaux

- Des changements globaux...

« Changements cumulatifs, irréversibles, rapides, mesurables à l'échelle planétaire et dont les effets sont perceptibles à l'échelle locale et dans notre vie quotidienne » (B. Guézo)

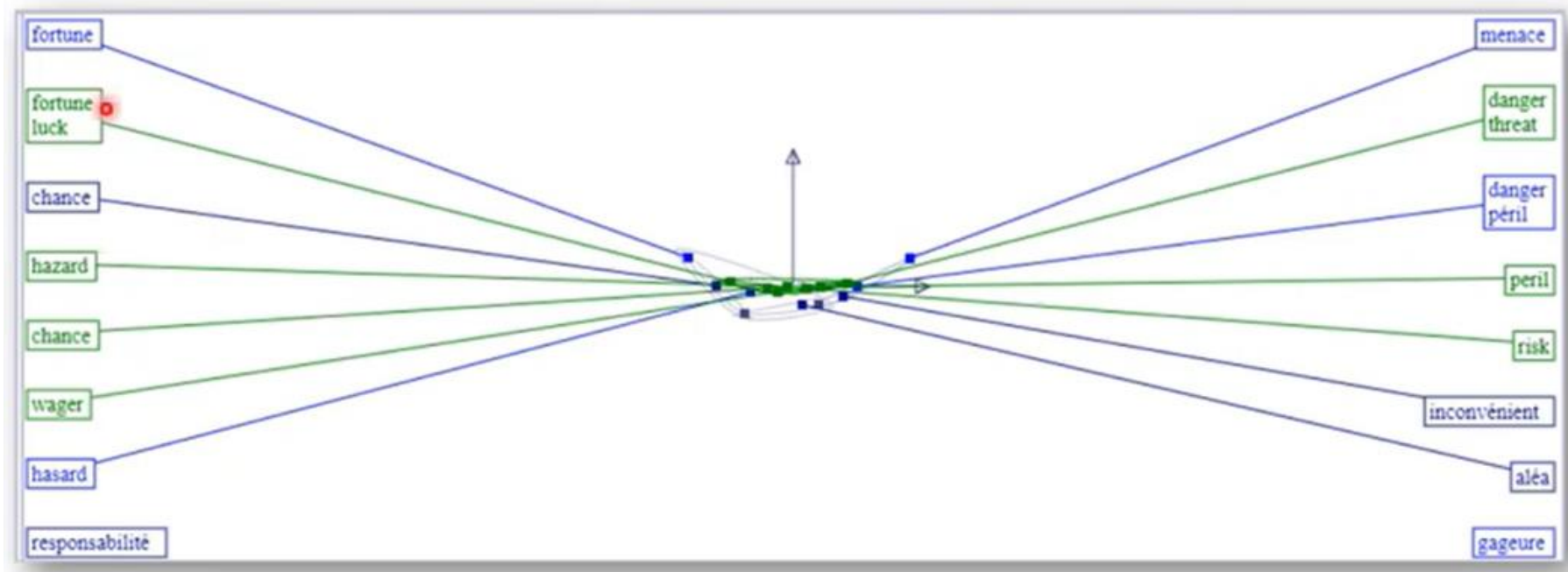
- ... générant des risques nouveaux



- Tous les territoires sont concernés !
- La résilience territoriale est un moyen de répondre aux enjeux
- Des enquêtes AFPCNT pour comprendre la dimension humaine de cette problématique...

Risque

- En français : aléa, danger, hasard, péril, chance → externalités négatives
- En anglais : braver, confronter, oser → externalités positives



Myriam Merad, Webinaire « De la gouvernance des risques à la gouvernance de la résilience », 1^{er} juillet 2024

Quelques définitions...

Culture du risque



Léna Valéanu, Nuage de mots se rattachant à l'expression « culture du risque », nuagedemots.co, 2022

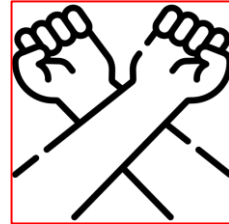
Quelques définitions...

Résilience

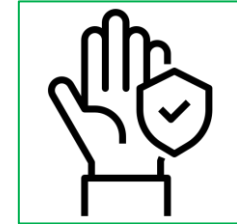


Léna Valéanu, Nuage de mots se rattachant à l'expression « culture du risque », nuagedemots.co, 2022

Les biais psycho-sociologiques dans l'acquisition de bons comportements préventifs face aux risques majeurs



- Environnement
- Attachement au lieu de vie
- **Sous-estimation du risque (déni, incrédulité, biais de sur-confiance)**



- Environnement
- Attachement au lieu de vie
- **Effet de site**
- **Expérience, mémoire**
- **Valeur accordée aux enjeux**
- **Sentiment de peur, d'impuissance**


Perception citoyenne des risques majeurs

- [Enquête](#) menée par l'**AFPCNT**, avec l'appui de l'**IFOP**
- Deux points de mesure réalisés :
 - **2023** : un point de mesure qui met en avant un faible niveau de connaissance des bons gestes à avoir en cas de crise et le souhait de plus d'informations pour passer à l'action
 - **2024** : un point de mesure qui met à jour et complète les chiffres précédemment publiés et confirme certaines tendances



ECHANTILLON

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **10013 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont :

 **9601** personnes interrogées en **métropole**

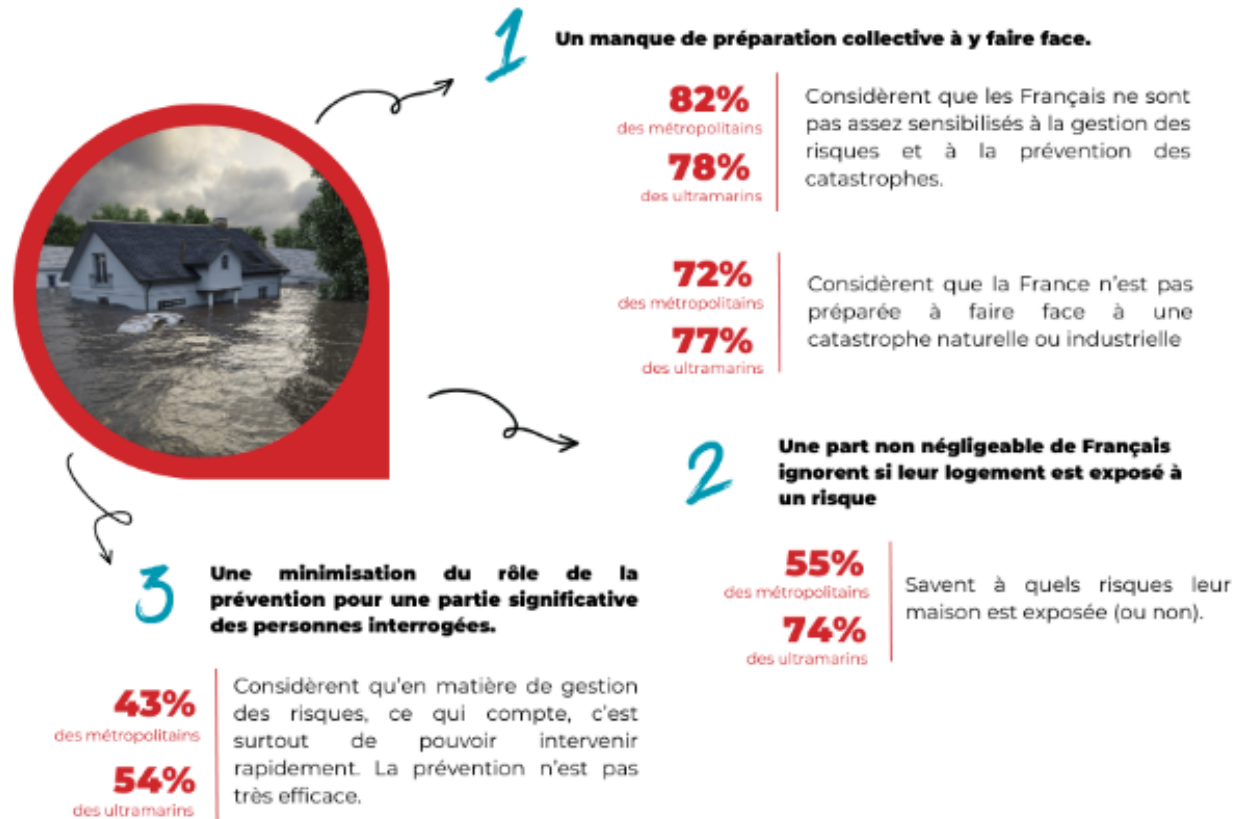
 **412** dans les **Départements, Régions d'outre-mer et Collectivités d'outre-mer (DROM-COM)**.

OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

1. L'exposition aux risques naturels et technologiques
2. Le niveau d'information sur les comportements à adopter face aux risques naturels et technologiques
3. Les freins et leviers de mobilisation des citoyens face aux risques naturels et technologiques
4. Les acteurs jugés les plus à même d'agir en faveur de la prévention des risques naturels et technologiques

Perception citoyenne des risques majeurs

Trois constats sur la perception des risques majeurs



Perception citoyenne des risques majeurs

En métropole tout particulièrement, l'exposition de son logement à des risques naturels ou technologiques est sous-estimée



Perception citoyenne des risques majeurs

Les métropolitains craignent avant tout les risques climatiques/météorologiques et les ultramarins les phénomènes météorologiques extrêmes

Les répondants en hexagone sont principalement préoccupés par ...

Les répondants en Outre-mer sont principalement préoccupés par ...

59%



55%
des métropolitains

Les risques **climatiques et météorologiques**
 (canicule, froid, neige/verglas, tempête, tornade, grêle, sécheresse)

1

66%
des ultramarins

Les phénomènes **météorologiques extrêmes**
 (cyclones, ouragans, ect.)



45%

45%
des métropolitains

... les **inondations**
 (débordement de cours d'eau, remontée de nappes, submersion marine, etc.)

2

47%
des ultramarins

... les **inondations**
 (débordement de cours d'eau, remontée de nappes, submersion marine, etc.)

38%



38%
des métropolitains

Les **incendies**

3

29%
des ultramarins

Les risques **climatiques et météorologiques**
 (canicule, froid, neige/verglas, tempête, tornade, grêle, sécheresse)

41%

37%
des métropolitains

Les phénomènes **météorologiques extrêmes**
 (cyclones, ouragans, ect.)

4

24%
des ultramarins

Les **incendies**



Perception citoyenne des risques majeurs

Les métropolitains déclarent que leur logement est principalement exposé à des risques climatiques / météorologiques. Les ultramarins mentionnent quant à eux avant le risque de cyclone/ ouragan

Principaux risques auxquels les logements des métropolitains sont exposés selon les sondés

Base : aux métropolitains qui savent que leur logement est exposé à un risque naturel ou technologique.

49%



Les risques climatiques et météorologiques
 (la canicule, le froid, la neige, la grêle, la sécheresse ...)

26%



Les tremblements de terre

17%



Les mouvements de terrain

Principaux risques auxquels les logements des ultramarins sont exposés selon les sondés

Base : aux ultramarins qui savent que leur logement est exposé à un risque naturel ou technologique.



Le risque de cyclone, ouragan



Les tremblements de terre



Les mouvements de terrain



Les inondations par débordement
 de cours d'eau

Perception citoyenne des risques majeurs

En cas de risque majeur, le niveau d'information des métropolitains sur les bons comportements à adopter gagnerait à être amélioré



Le niveau d'information sur les bons gestes à adopter est plus faible en métropole



31%

30% (2023 : 29%)
des métropolitains

Se sentent suffisamment informés sur les bons comportements à tenir en cas d'évènement naturel ou technologique.

57% (2023 : 47%)
des ultramarins

33%

38% (2023 : 43%)
des métropolitains

Ont déjà reçu au cours de leur vie des informations préventives face aux risques naturels ou technologiques.

75% (2023 : 73%)
des ultramarins

Et parmi eux, c'est principalement par la télévision qu'ils ont reçu ces informations (50% des métropolitains 61% des ultramarins).



Perception citoyenne des risques majeurs

La préparation d'un kit d'urgence est la mesure préventive communément mise en place pour prévenir les risques majeurs

Les trois principales mesures préventives adoptées par les répondants

Base : aux répondants qui ont mis en place des actions/ mesures préventives pour se protéger en cas d'évènement naturel ou technologique, soit 12% de l'échantillon

44%



31%

La consultation des sites de référence (Géorisques, Vigicrues, Météo-France, etc...)

38%



30%

La préparation d'un kit d'urgence 72H

30%



28%

Le débroussaillage

Perception citoyenne des risques majeurs

Le manque d'information et de communication est identifié comme le principal frein à la mise en œuvre d'actions préventives

TOP 3 des principaux freins à la mise en œuvre d'actions concrètes

42%



43% (2023 : 42%)
 des métropolitains
29% (2023 : 29%)
 des ultramarins

1
 Manquent d'informations sur les bons comportements et les consignes à suivre

37%



39% (2023 : 38%)
 des métropolitains
40% (2023 : 44%)
 des ultramarins

2
 Estiment que la communication est insuffisante de la part des pouvoirs publics en cas de crise.

34%



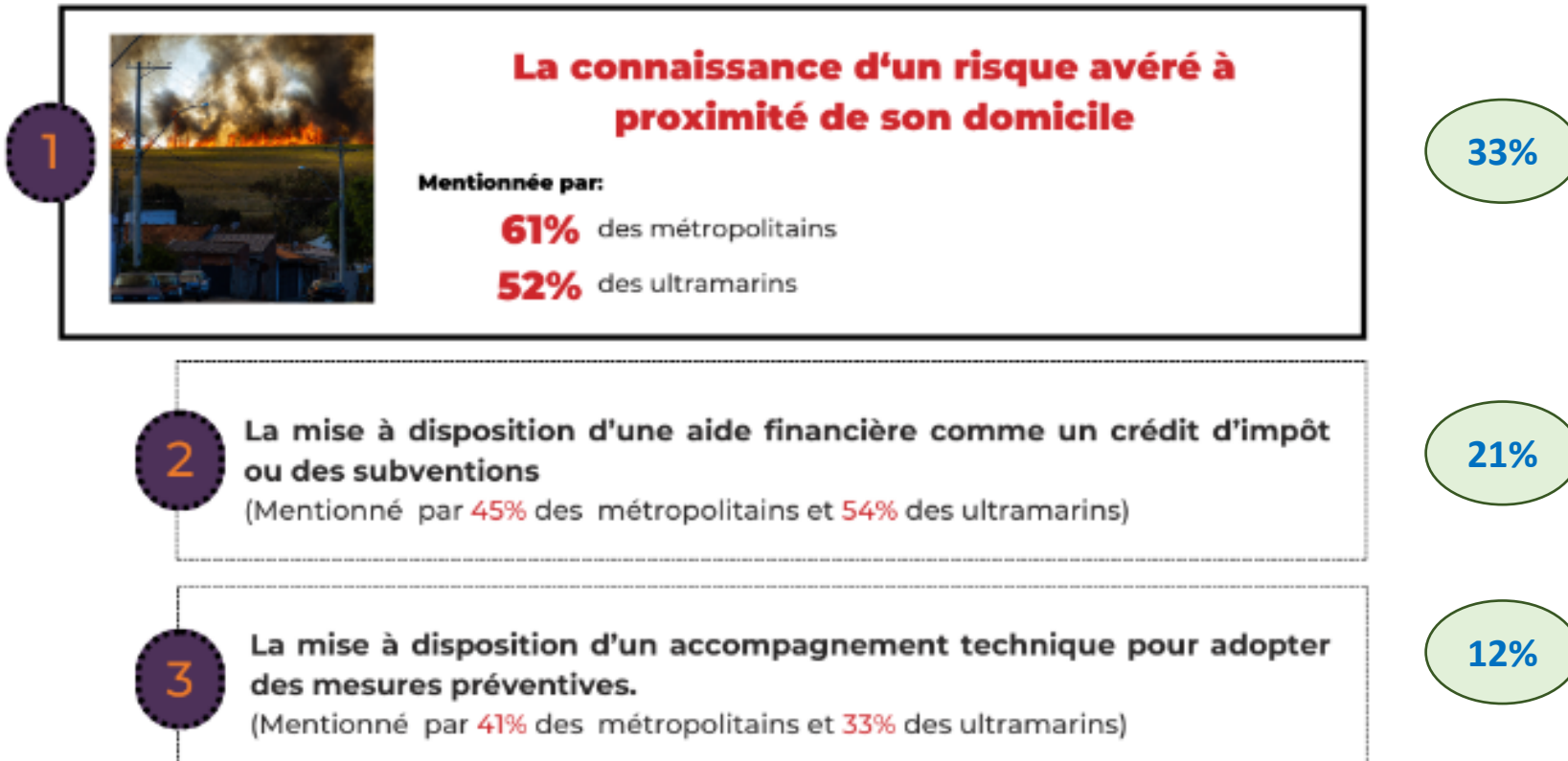
34% (2023 : 33%)
 des métropolitains
26% (2023 : 30%)
 des ultramarins

3
 Manquent d'informations sur les dispositifs et les mesures (telles que des travaux ou aménagements) pouvant être mis en œuvre.



Perception citoyenne des risques majeurs

Les trois principales incitations pouvant encourager les citoyens à mettre en place des actions préventives



Perception citoyenne des risques majeurs

Les collectivités territoriales sont identifiées comme les plus à même d'informer les Français sur les risques naturels et technologiques



En matière d'information, les attentes reposent principalement sur les pouvoirs publics ...

66%
des métropolitains
61%
des ultramarins

Considèrent que c'est aux mairies d'incombe la charge d'informer les citoyens sur les risques naturels et technologiques.

(40% des métropolitains et 43% des ultramarins mentionnent également les préfectures)

39%

... dont les actions peinent aujourd'hui toutefois à convaincre

45%
des métropolitains
43%
des ultramarins

Jugent que l'intervention des collectivités territoriales en matière de prévention des risques est aujourd'hui satisfaisante.

(Respectivement 31% et 41% pour ce qui est de l'intervention de l'État)

54%

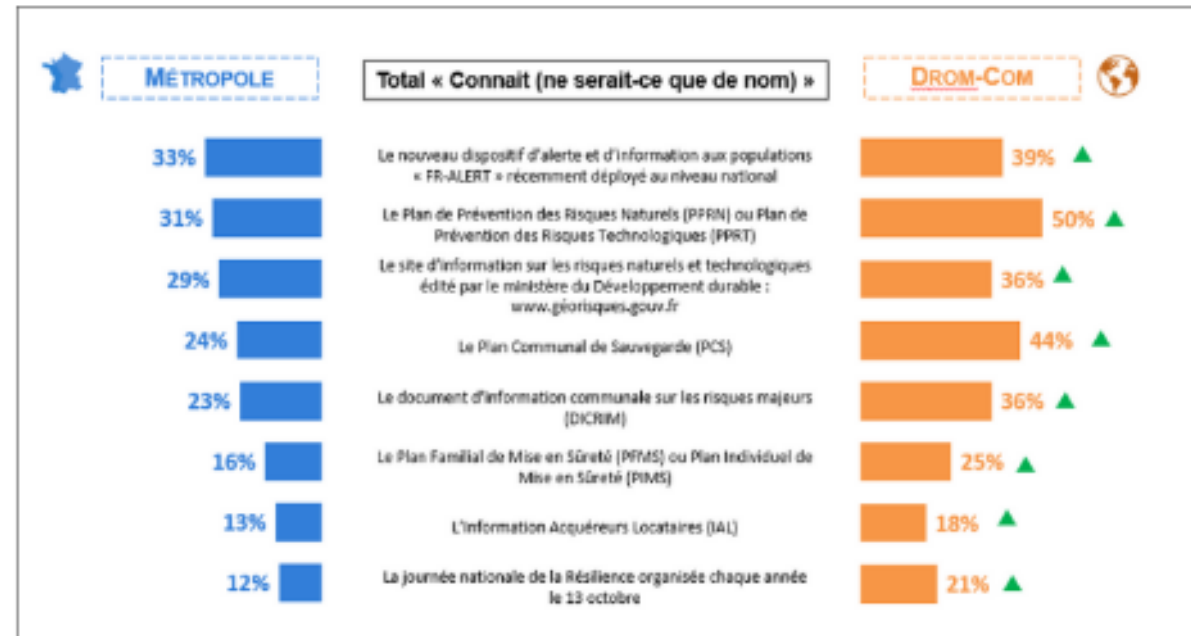
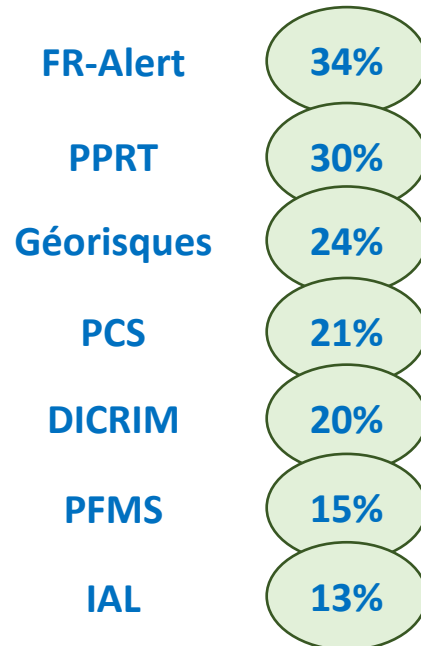
Perception citoyenne des risques majeurs

Les dispositifs d'alerte et d'information existants gagneraient à être mieux identifiés par les Français

57%
des métropolitains
74%
des ultramarins

Connaissent ne serait-ce
 que de nom au moins 1
 de ces dispositifs

Seuls **27%** des métropolitains et
48% des ultramarins "connaissent
 précisément" au moins 1 dispositif.



Chiffres pour la région Bretagne

Perception citoyenne des risques majeurs

L'engagement actuel au niveau local pour prévenir les risques majeurs reste marginal en 2024

4%

6% (2023 : 6%)
 des métropolitains
10% (2023 : 8%)
 des ultramarins

Sont aujourd'hui impliqués dans une institution ou mènent des actions au niveau local, pour prévenir les risques majeurs (membre d'un service communal, membre du comité " feu de forêt", ect...)

La condition essentielle pour accroître leur implication dans des actions locales et citoyennes en faveur de la prévention des risques.

Base : dix personnes qui ne sont pas impliquées pour prévenir les risques majeurs.



- 1 Plus de temps disponible**
 (35% des métropolitains et 36% des ultramarins)
- 2 Plus de connaissances techniques**
 (30% des métropolitains et 17% des ultramarins)
- 3 Une meilleure connaissance des associations et acteurs œuvrant dans le domaine de la prévention des risques**
 (29% des métropolitains et 36% des ultramarins)

37%

30%

27%

Synthèse des résultats

- Une multiplication des risques N/T à l'avenir en France
- Des citoyens français qui ne se sentent pas prêts à affronter une crise :
 - Une méconnaissance de l'exposition aux risques
 - Un manque de connaissance des comportements et un manque de préparation
 - Une minimisation du rôle de la prévention
- Des différences significatives entre l'Hexagone et les territoires ultramarins
- Des institutions publiques peu actives en matière de prévention
- Des acteurs communaux (mairies) identifiés comme étant les mieux placés pour agir face aux risques
- Des dispositifs d'alerte et d'information globalement peu connus
- Une faible implication des Français dans des actions en faveur de la prévention des risques

- Enquête menée par l'**AFPCNT**, avec l'appui de l'**IFOP**
- Enquête réalisée en août 2023 et publiée en **septembre 2023**

Consultez les
résultats détaillés
de l'enquête [ICI](#) !



ECHANTILLON

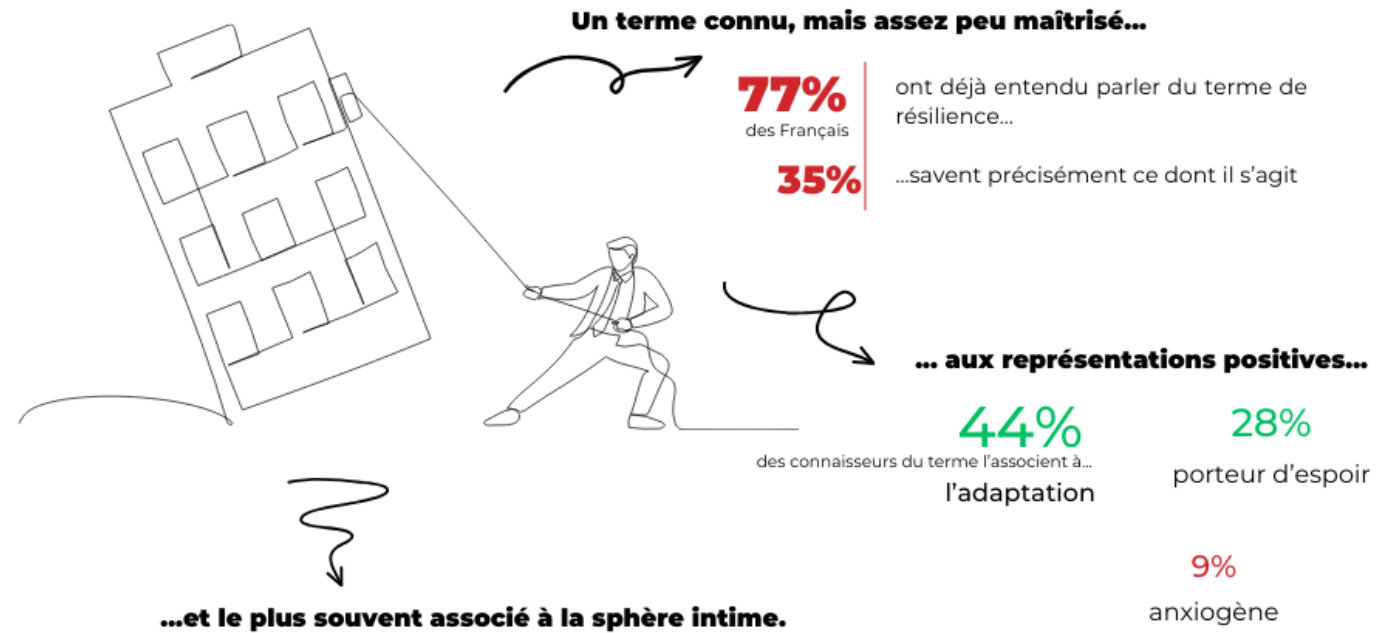
L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **2575** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 174 sont originaires de DROM-COM.

OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

L'objectif était d'étudier la connaissance et l'appropriation de la notion de résilience par les citoyens Français

Perception citoyenne de la résilience

La résilience est une notion qui fait parler d'elle, mais ses contours restent flous et son champ d'application restreint



1 Aux yeux des connaisseurs, la résilience s'exprime le plus souvent à l'échelle de l'individu (57%) et moins au niveau collectif - que ce soit au plan local (23%), national (31%) ou international (25%).

2 Psychologie et santé étant les 2 domaines par lesquels les Français ont entendu parler de la résilience pour la 1ère fois (respectivement 31% et 23%) et alors que les risques naturels comme technologiques sont peu évoqués (10% et 4%).

Perception citoyenne de la résilience

La résilience : une qualité indispensable dans le contexte des risques et menaces

96%

92% des Français partagent l'idée que faire preuve de résilience est une qualité importante pour les individus afin de se relever d'une catastrophe naturelle ou technologique ou de l'effet d'une menace.



Dans le contexte des risques et menaces....

1 **Etre résilient c'est aussi prévenir et anticiper**
 48% des Français estiment qu'être résilient c'est aussi agir avant la catastrophe

48%

2 **Actions à mener en priorité pour renforcer la résilience**



43% Eduquer les jeunes à la résilience



41% Revoir l'organisation des habitats

43%

47%

3 **Près de la moitié des Français s'estiment acteur de la résilience**
 (40% en métropole et 66% en outre-mer)

38%

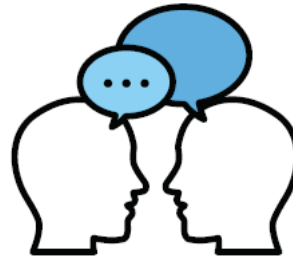
Vers l'élaboration d'un cahier thématique AFPCNT sur la résilience



Collecte et analyse des résultats issus des **enquêtes** AFPCNT-IFOP



Emergence de **clés de lecture résilience** et rédaction d'un diaporama de présentation



Saisine du Conseil scientifique de l'AFPCNT & discussion en GT "Résilience"



Rédaction du **cahier thématique** résilience



Proposition de **vision** AFPCNT de la résilience & réflexion autour d'**actions**



Questions Échanges



Région Bretagne

- Les leviers d'action des territoires :
l'importance de la prévention et de la mobilisation du FPRNM

Ses origines

Lien historique entre indemnisation et prévention avec deux exemples :

- Création du régime Cat Nat en 1982 avec un lien fort avec la prévention des risques (Plan d'Exposition aux Risques)
- Couverture des dommages (...) lorsque les mesures habituelles à prendre pour **prévenir** ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises. »

Loi du 2 février 1995 dite « Loi Barnier »

- Création des plans de prévention des risques naturels pour succéder aux plans d'exposition des risques
- Création du Fonds de prévention des risques naturels majeurs dont le but initial est de financer les expropriations de biens exposés à certains risques naturels menaçant gravement des vies humaines

Financement du FPRNM :

- Prélèvement de 12% sur le montant de la surprime Cat Nat
- La gestion comptable et financière a été assurée par CCR jusqu'au 1^{er} janvier 2021 date de la budgétisation du FPRNM

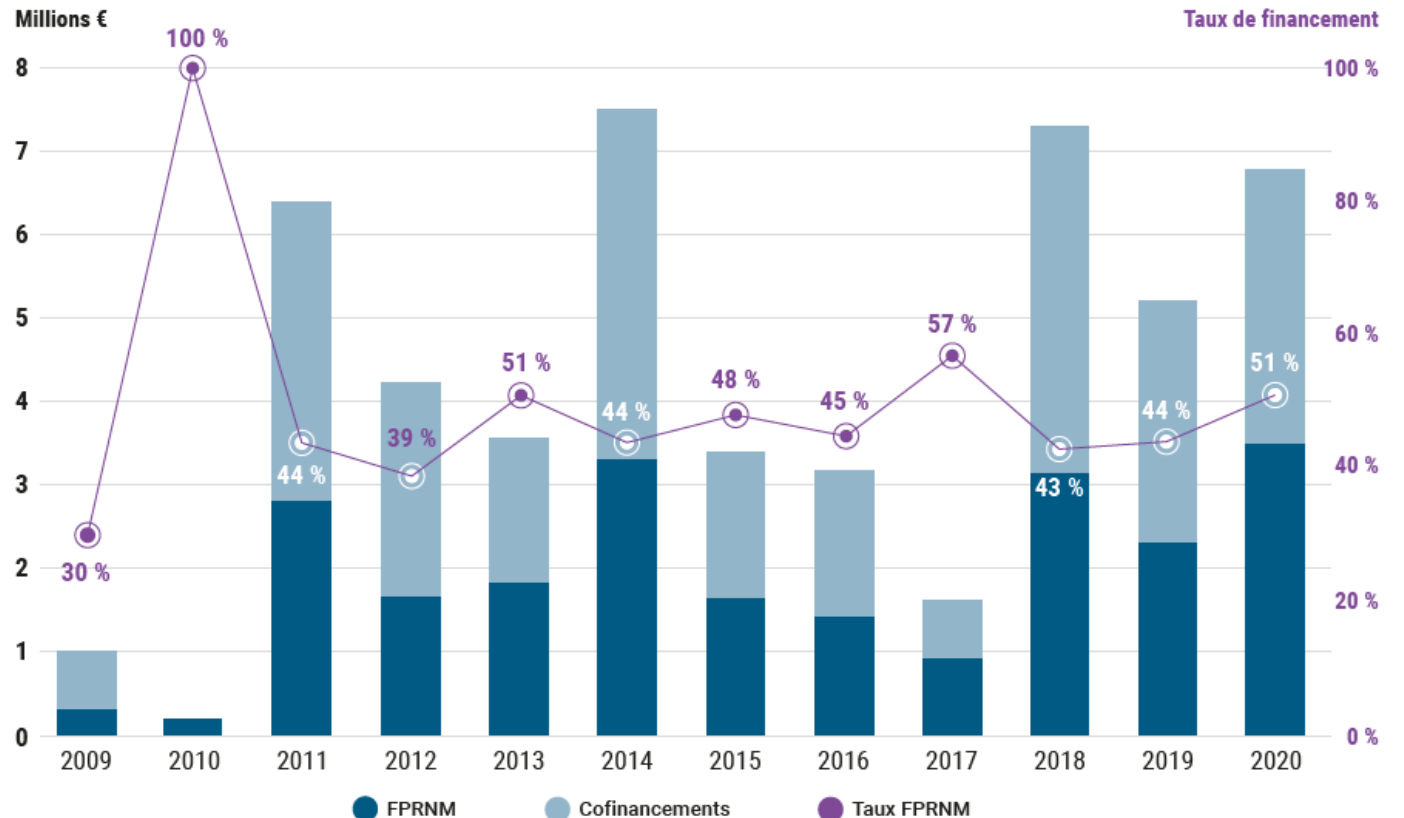
Les montants engagés en faveur de la prévention entre 2009 et 2020

Une dynamique de prévention sur la région

- Sur la période 2009-2020, le territoire régional a mobilisé au total 23 M€ du FPRNM - soit environ 1,9 M€ par an.
- En incluant les cofinancements, notamment des collectivités territoriales : **50 M€ ont été consacrés à la prévention des risques naturels.**

1,2 €
DE COFINANCEMENT POUR 1 € DE FPRNM.
MOYENNE NATIONALE: 1,1 €

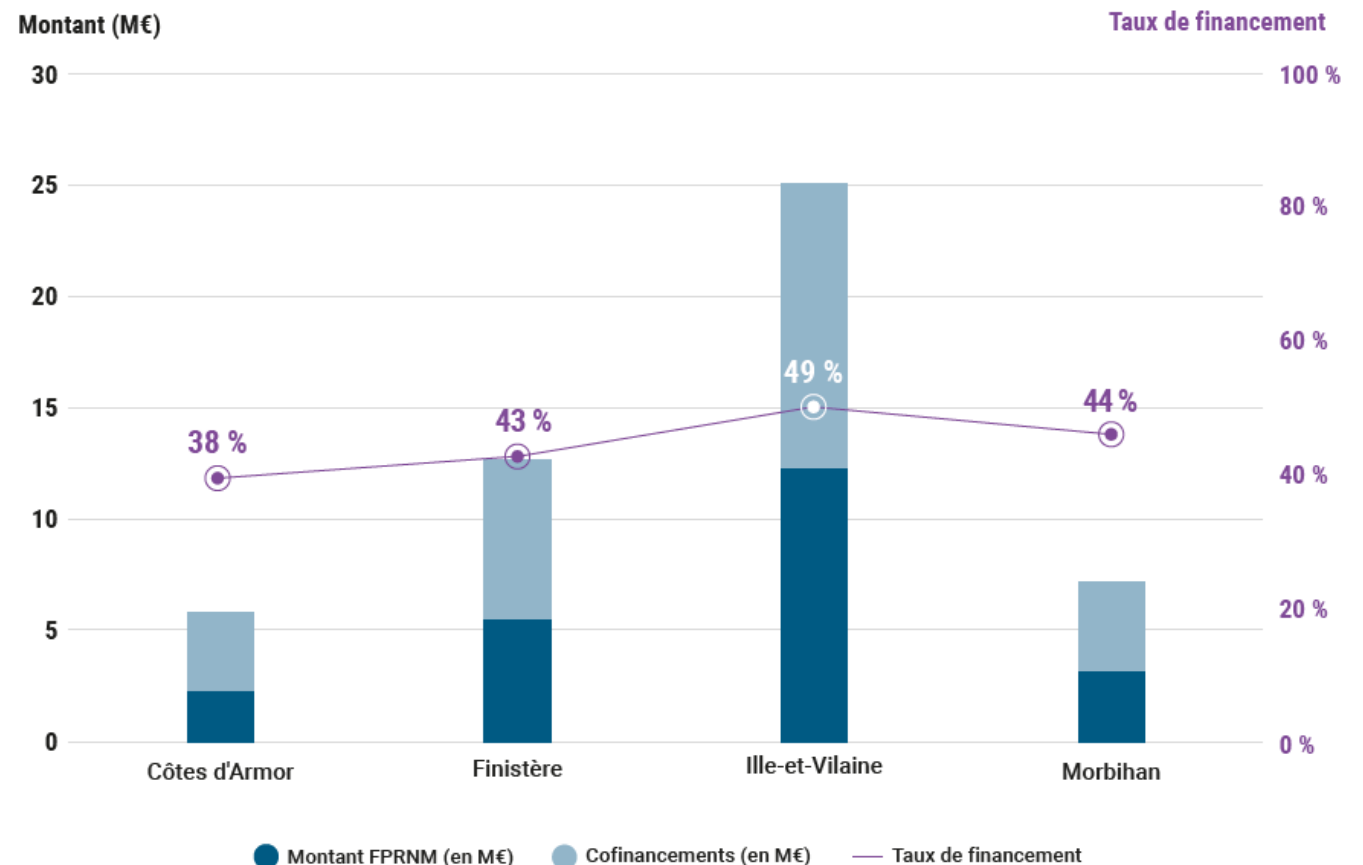
Figure 16 : Engagements financiers totaux à travers le FPRNM



Une répartition spatiale des montants engagés

- La répartition des engagements du FPRNM et des cofinancements est différente selon les départements.
- Ainsi, **le département de l'Ille-et-Vilaine concentre 50 % des financements** en faveur de la prévention suivi par le Finistère, le Morbihan puis les Côtes d'Armor.
- Le taux de financement du FPRNM varie de 38 % pour les Côtes d'Armor à 49 % pour l'Ille-et-Vilaine

Figure 18 : Montant total des engagements à travers le FPRNM (2009-2020) et taux de financement moyen par le FPRNM par département



Des engagements tournés vers la prévention des inondations

- Les actions de prévention sont consacrées essentiellement **aux inondations de tous types**, qui concentrent 80 % des engagements financiers.
- Les **ouvrages hydrauliques** constituent le premier axe de prévention financé à travers le FPRNM avec 35%.

Figure 19 : Répartition par aléa du montant des engagements financiers totaux (2009-2020)

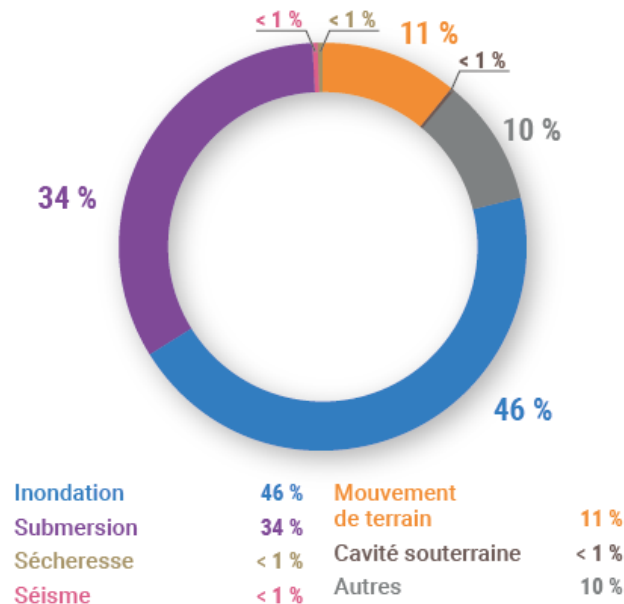
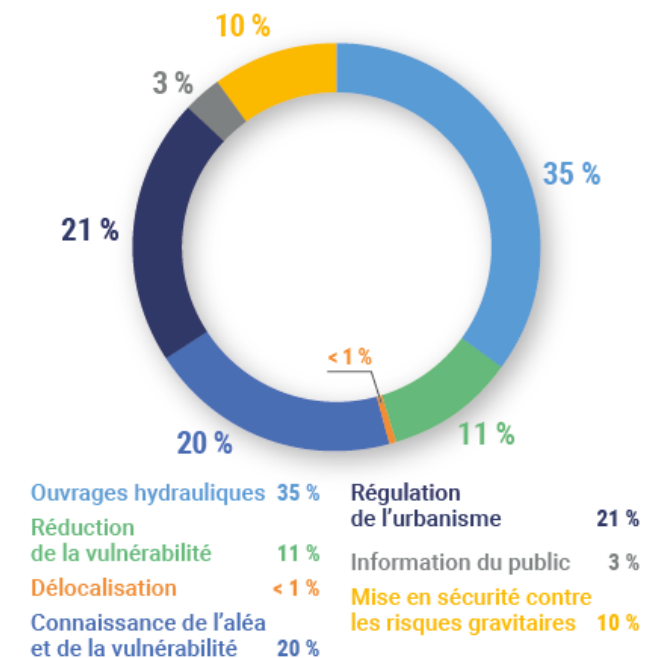


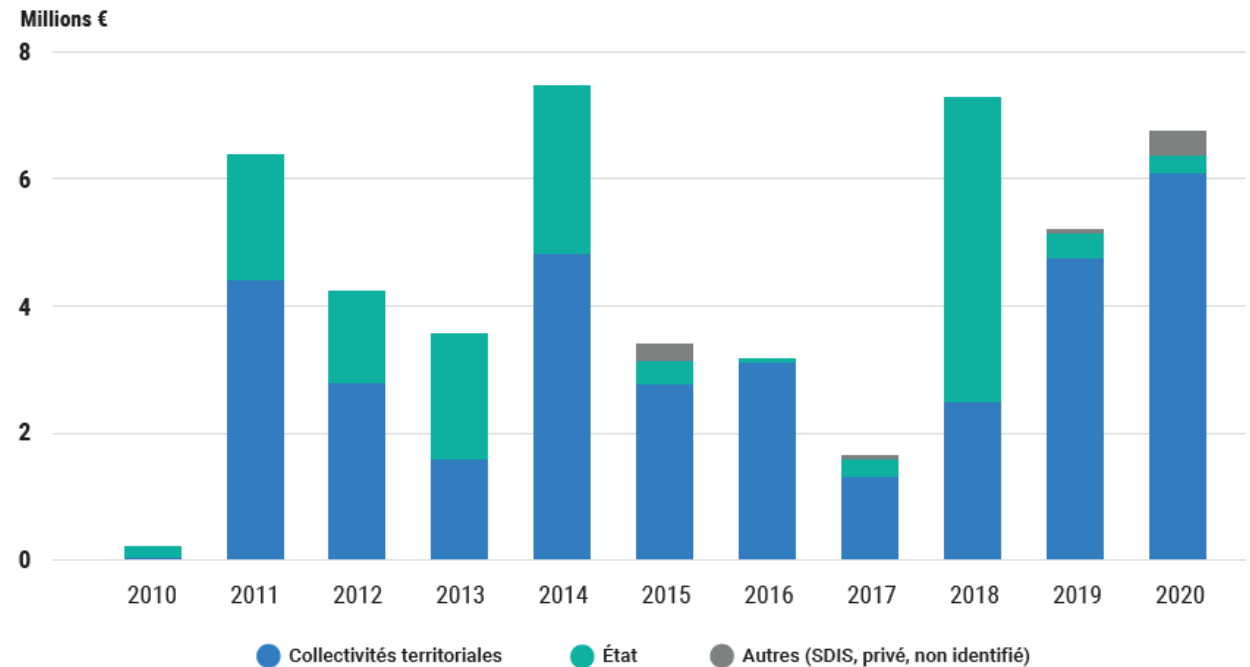
Figure 20 : Répartition des engagements financiers totaux par axe de prévention (2009-2020)



Des collectivités territoriales portant la maîtrise d'ouvrage

- Les opérations financées par le FPRNM dans la région **sont portées par différents maîtres d'ouvrage**. Dans la région :
 - 69 % de leur montant sont portés par des collectivités
 - 29 % par l'État.

Figure 21 : Répartition annuelle par type de maître d'ouvrage des engagements financiers totaux des opérations mobilisant le FPRNM dans la région



69 %

DES ENGAGEMENTS TOTAUX
SOUS MAÎTRISE D'OUVRAGE
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

MOYENNE NATIONALE: 76 %

29 %

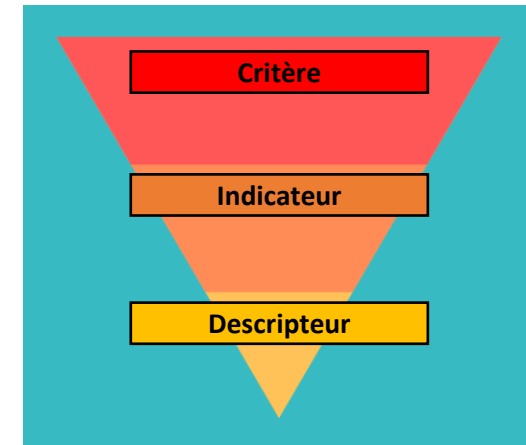
DES ENGAGEMENTS TOTAUX
SOUS MAÎTRISE D'OUVRAGE
DE L'ÉTAT

MOYENNE NATIONALE: 21 %

La résilience, une notion opérationnelle ?

- De quoi ?
- A quoi ?
- C'est quoi ?
- Pourquoi ?
- Quand ?
- Pour qui ?
- Comment ?

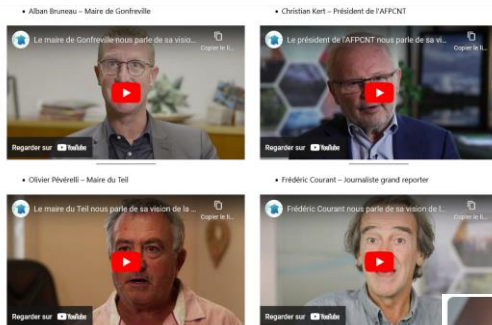
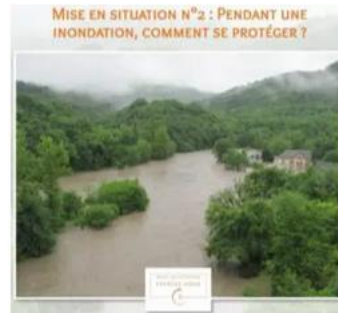
Indicateur = variable quantitative ou qualitative qui permet de mesurer et de suivre des progrès dans le temps (F. Bertrand, 2008).



Critères d'évaluation de l'efficacité de l'action sur le développement/renforcement de la culture du risque <u>des</u> populations et des territoires						
<i>Confrontation passée avec un événement</i>	<i>Approche <u>bottom-up</u></i>	<i>Implication citoyenne</i>	<i>Approche systémique</i>	<i>Retour à un état initial bis rapide</i>	<i>Long terme</i>	<i>REX</i>

Actions culture du risque inondation

Quiz



La Culture du Risque vue par Emma HAZIZA pour l'AFPCNT

Cahiers d'activités



1 Inondations autour de la méditerranée – cahier d'activités – dès 12 ans



3 Inondations – cahier d'activités – dès 12 ans

Catalogue des outils sur les risques majeurs

Catalogue



Série documentaire



Webinaires

Vidéos-témoignages de grands témoins

Actions culture du risque inondation

Art et Inondation... Théâtre et prévention



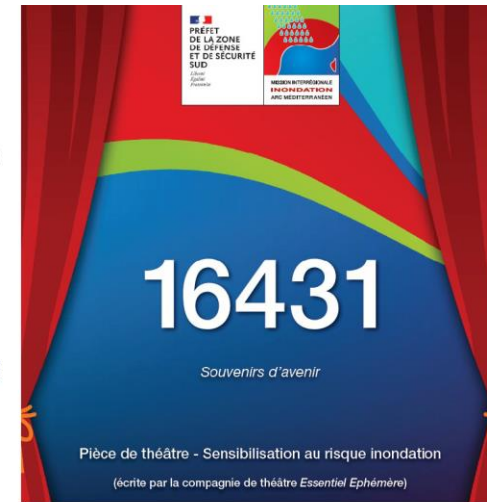
Démonstrateurs
 inondation



Auteur – metteur en scène :
 Renaud ROCHER



Illustrateur :
 Yohan MONANGE



Pièce de
 théâtre

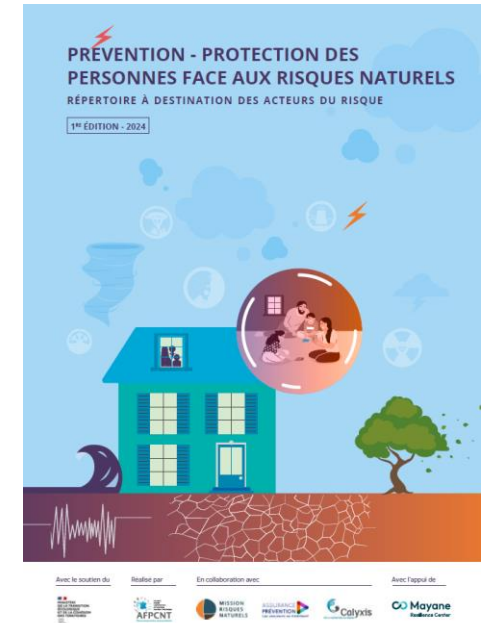
A destination des adolescents, des jeunes adultes et de leurs parents

Lectures
 de contes



Un Guide des bonnes pratiques face aux aléas naturels

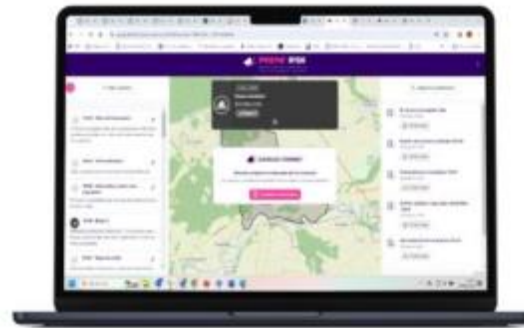
- AFPCNT en collaboration avec Assurance Prévention, la MRN, Calyxis, avec l'appui de Mayane et le soutien du ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques
- Des **documents accessibles et pédagogiques** visant à protéger les individus et préserver les vies
- Une aide pour les élus, les collectivités territoriales et les associations de particuliers dans leur mission d'**information du public** et d'élaboration d'**outils de sensibilisation**
- Classement : **une entrée par aléa** et une **entrée selon le format de l'outil**
- Publié en octobre 2024 (mise à jour annuelle)



Consulter le
Guide [ICI](#) !

La résilience par l'entraînement : l'exemple des collectivités avec Prépa'Risk

- Quels objectifs ?
- Quel format ?
- Quelle mise en œuvre ?
- Quand ?
- Quels scénarios ?
- Quel mode d'animation ?



Crédit : Ivonne Wierink - Canva



Photo : mairie de La Crau



- **Les enjeux liés à l'assurabilité des territoires**

.

Quels enjeux pour la préservation du régime de solidarité nationale ?

La hausse de sinistralité liée au changement climatique implique plusieurs besoins

- **Le maintien du principe de solidarité** par la présence des assureurs dans tous les territoires
- **Le confortement des moyens financiers** du régime
 - Taux de surprime Cat Nat à 20% au 01/01/2025
 - A compléter potentiellement par une rehausse progressive du taux de surprime
- **La poursuite de la dynamique de prévention et l'ajustement de son action**
 - En premier lieu, **éviter de construire vulnérable**
 - Être capable de sécuriser l'existant, par des mesures collectives ou individuelles, notamment face au retrait-gonflement des argiles ou au ruissellement

Michaël Gonzva

Chargé de mission prévention

Tél. : 01 44 35 32 73

Direction des Réassurances, Conseil & Modélisation
Département Conseil en prévention & Fonds publics

157, Boulevard Haussmann 75008 Paris, France

-

www.ccr.fr

mgonzva@ccr.fr

AVERTISSEMENT

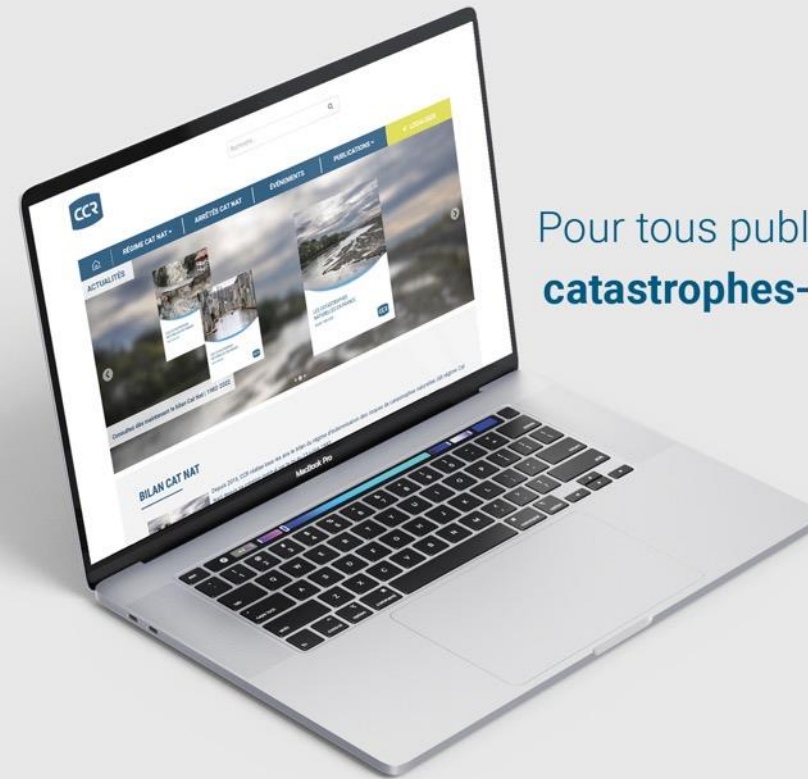
Cette présentation et tous les éléments qu'elle contient (notamment les textes, publications, images, photographies et éléments graphiques ou cartographiques) sont la propriété exclusive de CCR ou de tiers l'ayant expressément autorisée à les utiliser.

Toute reproduction, représentation ou utilisation intégrale ou partielle de la présentation, est interdite, sauf autorisation préalable et écrite de CCR.

Le contenu de la présentation est strictement informatif et n'a aucune valeur contractuelle. CCR décline toute responsabilité pour tous dommages directs ou indirects, quelles qu'en soient la cause ou la nature, en lien avec la présentation et subis notamment à raison de l'utilisation ou de l'éventuelle inexactitude des éléments contenus dans la présentation.



Pour les professionnels :
espacepro.ccr.fr



Pour tous publics :
catastrophes-naturelles.ccr.fr



CCR réassureur public
www.ccr.fr



@CCR - Caisse Centrale de Réassurance



@CCR - Caisse Centrale de Réassurance



@CCReassurance

Merci pour votre attention

Léna Valéanu, doctorante : léna.valeanu@afpcnt.org



www.afpcnt.org



afpcnt@afpcnt.org



Questions Échanges



LES PROCHAINS WEBINAIRES DU CYCLE ADAPTATION

#3 . INCORPORER LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE DANS SON PROJET
DE RÉNOVATION :
GÂTEAU OU CERISE

Jeudi 5 décembre - de 9h à 10h30



Contacts :

Jeanne Grueau

Chargée de mission

02 56 85 66 28

jeanne.grueau@alec-rennes.org

Nathalie Gibot

Responsable du Pôle climat et territoires

02 56 85 66 31

nathalie.gibot@alec-rennes.org

www.alec-rennes.org



Merci de votre attention !

